

RCS : BEZIERS Code greffe : 3402

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de BEZIERS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2013 B 00715 Numéro SIREN : 504 402 108

Nom ou dénomination : LA SIRANIERE

Ce dépôt a été enregistré le 04/07/2013 sous le numéro de dépôt 2684

LA SIRANIERE EARL A CAPITAL VARIABLE

Société civile au capital initial de 20 000 euros Siège social : 9 AVENUE DU PETIT SOLEIL 34210 SIRAN

RCS BEZIERS 504 402 108

0 4 JUIL. 2013

A 2684

PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DE LA COLLECTIVITE DES ASSOCIES

L'an deux mille treize, Le 10 juin A 18 heures

拉二二烷

Les associés de la société dénommée « LA SIRANIERE », Exploitation Agricole à Responsabilité Limitée à capital variable, au capital initial de 20 000 euros, divisé en 100 parts sociales de 200 euros de nominal chacune, dont le siège est 9 avenue du Petit Soleil, à 34210 Siran, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire, 9 avenue des Meulières, à 34120 La Livinière, sur convocation de la gérance.

Sont présents ou représentés :

Monsieur Alain BUC, Monsieur Jean-Claude AVEZAC, Monsieur Christian INIESTA, Monsieur Fernand BORTOLOTTO, Monsieur Louis BOUDET, Monsieur Alain SOUM, Monsieur Jacques DAURIAC, Monsieur Jules AUROUX, Monsieur Bernard MARTY, Monsieur Claude SAINT MARTIN,

propriétaire de 900 parts sociales propriétaire de 900 parts sociales propriétaire de 300 parts sociales propriétaire de 200 parts sociales propriétaire de 200 parts sociales propriétaire de 200 parts sociales propriétaire de 150 parts sociales propriétaire de 100 parts sociales propriétaire de 50 parts sociales propriétaire de 40 parts sociales propriétaire de 40 parts sociales

Détenant ensemble la totalité des parts sociales de la Société, soit 3040 parts.

Il est établi une feuille de présence, qui est émargée par chaque associé présent, au moment de son entrée en séance, tant à titre personnel que comme mandataire.

L'assemblée est présidée par M. Alain BUC, en sa qualité de gérant associé de la Société.

M. Jean Claude AVEZAC, associé, est désigné comme secrétaire de séance.

; ·

La feuille de présence, certifiée exacte par le président et le secrétaire de séance, permet de constater que les associés présents ou représentés possèdent ensemble la totalité des parts sociales composant le capital social.

En conséquence, l'assemblée générale extraordinaire, réunissant la totalité des parts formant le capital social et par conséquent le quorum requis par les dispositions statutaires, est régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

Le Président ouvre la séance, dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'assemblée générale :

- la feuille de présence à laquelle sont annexés les pouvoirs des associés représentés ;
- un exemplaire des statuts de la Société;
- le rapport de la gérance ;

- 1

- le rapport du commissaire établi conformément aux dispositions de l'article L. 224-3 du Code de commerce ;
- le projet de statuts de la Société sous sa nouvelle forme ;
- le texte du projet des résolutions qui sont soumises à l'assemblée générale.

Le Président déclare que le texte des résolutions proposées, le rapport de la gérance établi pour être présenté à l'assemblée ainsi que toutes autres pièces nécessaires à l'information des associés, ont été tenus à leur disposition au siège social où ils ont eu la faculté d'en prendre connaissance ou copie.

L'assemblée générale lui donne acte de cette déclaration.

Puis il rappelle à l'assemblée qu'elle est réunie pour délibérer sur l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

- Lecture du rapport de la gérance ;
- Lecture du rapport sur la situation de la Société et sur l'évaluation des biens composant l'actif social ;
- Approbation de la valeur des biens composant l'actif social et des avantages particuliers éventuels ;
- Transformation de la Société en société par actions simplifiée ;
- Transfert du siège social de la Société;
- Adoption des statuts de la Société sous sa nouvelle forme ;
- Nomination de l'organe de direction ;
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

Il est ensuite donné lecture du rapport de la gérance et du rapport du Commissaire à la transformation.

Cette lecture terminée, le président déclare la discussion ouverte.

1.

.

Diverses observations sont échangées puis personne ne demandant plus la parole, le président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION

6 4

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Commissaire à la transformation désigné à l'unanimité des associés, sur l'évaluation des biens composant l'actif social et les avantages particuliers, conformément aux dispositions de l'article L. 224-3 du Code de commerce, approuve expressément cette évaluation et constate qu'aucun avantage particulier n'a été consenti au profit d'associés ou de tiers.

L'Assemblée Générale prend acte de ce que le rapport atteste que le montant des capitaux propres est au moins égal au capital social.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix présentes ou représentées.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport de la gérance et du rapport prévu par l'article L. 224-3 du Code de commerce, et après voir constaté que les conditions légales étaient réunies, décide, en application des dispositions de l'article L. 227-3 du Code de commerce, de transformer la Société en société par actions simplifiée à capital variable à compter de ce jour.

Cette transformation régulièrement effectuée n'entraînera pas la création d'une personne morale nouvelle.

La durée de la Société n'est pas modifiée.

Le capital initial mentionné dans les statuts reste fixé à la somme de 20 000 euros. Il sera désormais divisé en actions de même catégorie.

Son capital actuel reste fixé à la somme de 304 000 euros. Il sera désormais divisé en 3040 actions de 100 euros chacune, entièrement libérées, qui seront réparties entre les propriétaires actuels des parts sociales, proportionnellement au nombre de leurs parts, à raison d'une action pour une part.

Le siège social de la Société est transféré du 9 avenue du Petit Soleil, 34210 SIRAN, au 9 avenue des Meulières, 34210 LA LIVINIERE à compter de ce jour.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix présentes ou représentées.

TROISIEME RESOLUTION

, ;

En conséquence de la décision de transformation de la Société en société par actions simplifiée à capital variable avec transfert du siège social adoptée sous la résolution précédente, l'Assemblée Générale adopte article par article, puis dans son ensemble le texte des statuts de la Société sous sa nouvelle forme, dont un exemplaire demeurera annexé au présent procès-verbal.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix présentes ou représentées.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions prévues par les nouvelles dispositions statutaires, nomme, pour une durée égale à la durée de la Société :

- en qualité de Président de la Société :

Monsieur BUC Alain

Né à TOULOUSE (31) le 25 mars 1946 de nationalité française Demeurant à 31450 MONTGISCARD, 2 Le Vallon.

en qualité de Directeur Général de la Société :

Monsieur AVEZAC Jean-Claude

Né à PEGUILHAN (31) le 17 novembre 1946 De nationalité française Demeurant à 31350 PEGUILHAN, La Camelle

Conformément aux dispositions des nouveaux statuts, le Président et le Directeur Général assumeront conjointement, sous leur responsabilité, la direction générale de la Société et représenteront celle-ci à l'égard des tiers.

Ils sont investis, dans les limites légales, des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société.

Le Président et le Directeur Général, en compensation de la responsabilité et de la charge attachées à leurs fonctions, pourront percevoir une rémunération qui sera fixée par une décision collective des actionnaires.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix présentes ou représentées.

. 3 5 Monsieur Alain BUC et Monsieur Jean-Claude AVEZAC remercient l'assemblée de la confiance qu'elle veut bien leur marquer, acceptent respectivement les fonctions de Président et de Directeur Général et confirment qu'ils remplissent les conditions légales et réglementaires ainsi que celles posées par les statuts pour leur exercice.

CINQUIEME RESOLUTION

1

L'Assemblée Générale décide que la durée de l'exercice en cours qui sera clos le 31 juillet 2013, n'a pas à être modifiée du fait de la transformation de la Société en Société par Actions Simplifiée.

Les comptes de cet exercice seront établis, présentés et contrôlés dans les conditions fixées par les nouveaux statuts et les dispositions du Code de commerce relatives aux Sociétés par Actions Simplifiées.

La gérance de la Société sous sa forme d'Exploitation Agricole à Responsabilité Limitée présentera à l'Assemblée Générale des associés qui statuera sur ces comptes, un rapport rendant compte de sa gestion pendant la période comprise entre le premier jour dudit exercice et celui de la transformation.

Ce rapport sera communiqué aux associés dans les conditions légales et statutaires.

L'Assemblée Générale des associés statuera sur ces comptes conformément aux règles fixées par les nouveaux statuts et les dispositions du Code de commerce relatives aux Sociétés par Actions Simplifiées. Elle statuera également sur le quitus à accorder à la gérance de la Société sous son ancienne forme.

Les bénéfices de l'exercice en cours seront affectés et répartis entre les associés suivant les dispositions statutaires de la Société sous sa forme de Société par Actions Simplifiée.

Les fonctions de la gérance prennent fin à compter de ce jour, sous réserve de la nécessité pour la gérance d'établir un rapport de gestion.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix présentes ou représentées.

SIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, comme conséquence de l'adoption des résolutions qui précèdent, constate que la transformation de la Société en société par actions simplifiée est définitivement réalisée.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix présentes ou représentées.

.

--

SEPTIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix présentes ou représentées.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce qui précède, il a été dressé le présent procès-verbal signé par le président de l'assemblée générale et le secrétaire de séance.

M. ALAIN BUC Président de séance M. AVEZAC Jean-Claude Secrétaire de séance

Enregistré à : POLE ENREGISTREMENT - SIE BEZIERS

Le 17/06/2013 Bordereau n°2013/846 Case n°9

Enregistrement : 125 €

Pénalités :

Total liquidó : cent vingt-cinq euros

Montant reçu : cent vingt-cinq euros

L'Agente administrative des finances publiques

For 1 3

SEPTIFY CAUSOLOTION

Exsemble General dome tous provides an pertent up copy and d'activits du présent prove verba pour coppir toutes formalités de droit.

Com resolution examples and interest in the contraction of the contrac

L'aidic du jour érant épusé la personue ne demandant plus Je parole le Président déclare la sentre levre.

Do that de qui proteque a la cif decese le present processor sal signé par le president de la securitation d

The AL MISSICE Emoc

W. WEZW Joan-Claude Scoreame de Mante `

LA SIRANIERE

Société par actions simplifiée à capital variable

Au capital initial de 20 000 euros

Siège social : 9 AVENUE DES MEULIERES 34210 LA LIVINIERE

RCS BEZIERS 504 402 108

STATUTS MIS A JOUR SUITE A L'A.G.E. DU 10 JUIN 2013

1**7**

.

LES SOUSSIGNES:

Monsieur Jean-Claude AVEZAC, demeurant LA CAMELLE à 31350 PEGUILHAN, né le 17/11/1946 à PEGUILHAN (31), de nationalité française, retraité, divorcé,

Monsieur Alain BUC, demeurant 2 LE VALLON à 31450 MONTGISCARD, né le 25/03/1946 à TOULOUSE (31), de nationalité française, retraité, époux séparé de biens de Mme née RECOCHE Marie Isabelle,

Ont établi ainsi qu'il suit les statuts d'une société qu'ils ont convenu d'instituer entre eux et avec toute autre personne qui viendrait ultérieurement à acquérir la qualité d'associé.

STATUTS

TITRE I FORME - OBJET - DENOMINATION - SIEGE - DUREE

ARTICLE 1 - FORME

L'Entreprise Agricole à Responsabilité Limitée « LA SIRANIERE » a été transformée en Société par Actions Simplifiée par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire du

Cette société continuera d'exister entre les propriétaires des actions ci-après et de celles qui pourraient l'être ultérieurement. Elle sera régie par les présents statuts et par les lois actuellement en vigueur ou qui pourraient être promulguées ultérieurement et notamment par les articles L 227.1 à L 227.20 du Code de commerce relatifs aux Sociétés par Actions Simplifiées.

ARTICLE 2 - OBJET

La société a pour objet :

L'exercice d'activités correspondant à la maîtrise et à l'exploitation d'un cycle biologique de caractère végétal ou animal et constituant une ou plusieurs étapes nécessaires au déroulement de ce cycle;

#5

٠.

.

Elle est également compétente pour accomplir les opérations qui sont dans le prolongement de l'acte de production ou qui ont pour support l'exploitation.

La société peut notamment :

- procéder à l'acquisition de tous éléments d'exploitation agricole ;
- prendre à bail tous biens ruraux
- recevoir sous forme de mise à disposition dans les conditions prévues infra aux présents statuts les biens dont les associés sont eux-mêmes locataires ;
- vendre directement les produits de l'exploitation agricole avant ou après leur transformation conformément aux usages agricoles, ainsi que tous produits d'origine agricole.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination sociale est : « LA SIRANIERE ».

La dénomination sociale doit figurer sur tous les actes ou documents émanant de la société et destinée aux tiers; elle doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « Société par Actions Simplifiée à capital variable » ou des initiales « SAS à capital variable » et de l'énonciation du capital social. En outre, le siège du tribunal au greffe duquel la société est immatriculée à titre principal au registre du commerce et des sociétés et le numéro d'immatriculation reçu doivent être indiqués en tête de ses factures, notes de commandes, tarifs et documents publicitaires, ainsi que sur toutes correspondances et récépissés concernant son activité et signés par elle ou en son nom.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à : 34210 LA LIVINIERE, 9 avenue des Meulières.

Il peut être transféré en tout endroit de la même commune ou du même département par simple décision du Président ou du Directeur Général, et partout ailleurs par décision collective des associés.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la Société reste fixée à **50 années** à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

Un an au moins avant la date de son expiration, le ou les associés doivent être consultés à l'effet de décider si la société doit être prorogée.

A défaut, tout associé peut demander au Président du Tribunal de grande instance, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice chargé de provoquer la consultation prévue ci-dessus.

Pr

FCA 2/28

Ella así ég dement connectenta portraceco uplo des upos dos sont lans le prolong ment de tacte do polícient con utilidad en la portrace de tacte do políciente.

La - sur- dipercinciaminant

procédor à l'acquisition de tous Alonco s'd'emphat non agracole,

- pietrere à rail tons Fieus ancus
- recy air sous forme de an e a lispranou dens les canditions prevacs intre oux présents yellants es onur den les esson jes continuent dinner examines ;
- e eadre directer me 'és presuits de l'ospoitanon agricole acunt ou apres lour en ste manon entronciment eux usanes agricole amei que tous propuls d'ongree agricole

ARTICLE S-STROMINATION

La dépositation saciole es : « La sire la IRA l'IRE ».

(, débourention, sociale d'ut liquier sur tous les euleurent roum us émançar le la sociéte et destince au tiurs : ils doit our processe sur il ignodialement des auls « Societ pur Autous Simplifiée à condus variable : ou des infales « S. S. a could variable » et de l'organ pion du la pull neual Eu oute, le siège du colument au cresse doucel la exudite est un matriculée e tate principal au a justa du commence et des enciené, et le numéro d'improvintation preu douven éte indiqué en tete de se tectales, notes de compliances, tatifs et docume us publicitaires que que la joures suprepondance et economiste concern mison activir es signés par ell que la joures suprepondance et economiste concern mison activir es signés par ell que la joures suprepondance et economiste.

ARTICL S 4 - SIEGE SOCIAL

the single social est time at 34220 LA LANGER . Parento de Asculières.

If for item transferd of tent exhibit the in reference out du means disportentent per situale decision du President co du Drecteur Cénaral ou prient ailleurs par dévision collective des assects

BIRUG-PIJOTIRA

La durze de le Socrete : , se fixac e é6 aanéas à compter de la time de vou immendorbut ou au-Regeste du commence et des sociétés.

to the administrate is due do son appet for termines asked decent erroughtes at either decider in its cute dos être promises.

A determ had associated in a mass as Président de Trobusal as grando insureadinamant sur raçus to da destaurante un mondrasire de justico chargo de justico raquer la consule transpressure en de cas.

TITRE II APPORTS - CAPITAL SOCIAL - ACTIONS

ARTICLE 6 - APPORTS

Les associés fondateurs ont apporté lors de la constitution de la Société, sous les garanties ordinaires et de droit en pareille matière, une somme en numéraire de vingt mille euros (20.000 euros), intégralement versée au crédit d'un compte ouvert au nom de la société en formation auprès de la banque « BANQUE COURTOIS », sise à CASTANET TOLOSAN, 13 avenue du Lauragais.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL INITIAL

Le capital social initial est fixé à la somme de VINGT MILLE EUROS (20.000 euros).

Il est divisé en Deux Cent (200) actions entièrement souscrites et intégralement libérées, de même catégorie.

ARTICLE 8 - VARIABILITE DU CAPITAL SOCIAL

Le capital de la Société est variable : il est susceptible d'accroissement, par des versements faits par les associés ou l'admission de nouveaux associés, et de diminution par la reprise des apports.

8.1 - Accroissement du capital

Le Président est habilité à recevoir les souscriptions à de nouvelles actions dans la double limite du capital plafond de Cinq Cent Mille Euros (500.000 euros), et des conditions fixées par décision collective des associés.

Les souscriptions reçues au cours d'un trimestre civil feront l'objet d'une déclaration mentionnée dans un état des souscriptions et des versements établi le dernier jour de ce trimestre.

Sauf décision contraire des associés, les nouvelles actions ne peuvent être émises à un prix inférieur au montant de leur valeur nominale majorée, à titre de prime, d'une somme correspondant à la part proportionnelle revenant aux actions anciennes dans les fonds de réserves et les bénéfices tels qu'ils ressortent du dernier bilan régulièrement approuvé.

Les droits attachés aux actions correspondant à une souscription déterminée ne prennent naissance et ne peuvent être exercés qu'a compter de l'agrément de celle-ci résultant d'une décision collective des associés.



JCA 3/28

TITRE II APPORTS - CAPITAL SOCIAL - ACTIONS

ARTICLE 6 - ATRURTS

Les Associas fondet des out apporte ters du la conchima on de la Seciónal oca des gallantes on moites et de daci en palanda concie, une comitte de auración de róage nubla consideran su comitte este qua cieda d'un compte constituir un ucons de la constitución de la constituir de auración de la constituir de la c

ALTIQUE 7 - CAPITAL SOCIAL WITIAL

Le capital social infficient fix a la sourme de VINGT MILLE (UKUS (20.000 cm es).

Hast divide an Double Cont. 200) a nons and Frement souscent. In Intérnal hiphony, all mount and produces the contract of the

ARTICLE 8 - VARIABILITE DU CAPITAL SOCIAL

is a mich de la Scolemen aniable a la raceptible d'accolinament, pur des verrements latters. Les au ours on l'adamation la nous un la certie, et de diamation pur la apprixe le la appoint.

XI - Accrois covery du capital

La Presidem est habilité a recevent les souverlp ioner n'do non e'les action cam la double lamit, un capital platond de l'ing Cent M. L. Beros (500 400 maior), et des conditions fire et en deuteion et flective du l'associes.

Les sonscriptions reques au courr d'un imposure cryil foron l'objet d'un c'erlandon mentionnée dans un état des sous-rations et des ser priunts établine ceruier jour un continue en

In that whiches any density consequential one contription détendince ne prendent numerales et de peacement errors and any tende despisation en collective and the description of the description of the content of the c

8.2 - Diminution du capital

Le capital social peut être diminué par la reprise des apports effectués par les associés qui se retirent de la société dans les conditions fixées par la loi et celles exposées à l'article 18 ci-dessous.

Toutefois, aucune reprise d'apport ne pourra avoir pour effet de réduire le capital social en dessous de la somme de deux mille euros (2.000 euros).

ARTICLE 9 - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

9.1 - Le capital social peut être augmenté par tous moyens et selon toutes modalités prévus par la loi.

Le capital social est augmenté soit par émission d'actions ordinaires ou d'actions de préférence, soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants. Il peut également être augmenté par l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital, dans les conditions prévues par la loi.

La collectivité des associés est seule compétente pour décider, sur le rapport du Président, une augmentation de capital immédiate ou à terme. Elle peut déléguer cette compétence au Président dans les conditions fixées à l'article L. 225-129-2 du Code de commerce.

Lorsque la collectivité des associés décide l'augmentation de capital, elle peut déléguer au Président ou au Directeur Général le pouvoir de fixer les modalités de l'émission des titres.

Les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel et la collectivité des associés qui décide l'augmentation de capital peut décider, dans les conditions prévues par la loi, de supprimer ce droit préférentiel de souscription.

Si la collectivité des associés ou, en cas de délégation le Président ou le Directeur Général, le décide expressément, les titres de capital non souscrits à titre irréductible sont attribués aux associés qui auront souscrit un nombre de titres supérieur à celui auquel ils pouvaient souscrire à titre préférentiel, proportionnellement aux droits de souscription dont ils disposent et, en tout état de cause, dans la limite de leurs demandes.

Si l'augmentation du capital est réalisée par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, la collectivité des associés délibère aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les décisions ordinaires.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission appartient au nu-propriétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

9.2 - La réduction du capital est autorisée ou décidée par la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires et ne peut en aucun cas porter atteinte à l'égalité des associés. Les associés peuvent déléguer au Président ou au Directeur Général tous pouvoirs pour la réaliser.

M

ICA 4/28

8. Divination lucroited

Le papiral poural pout fire disarrate par la spanda embare et centres en le navories que estretirent de le sociale de la locale de la l

To the tile the respect despoint to pour invite pour oil is de identire le camer mon tende some de le somme de cens mulé outres entitée en sit

ARTICLE & MODIFICATIONS BUIL PRIVAL SOCIAL

Le capital social est any onte pit per est son d'acueus ordinaire ou d'acteus de prentant est appendince du poncer nombral des times de appendentaires le pent fabrenent être eu majora et l'acteur et debits mach sa des soleurs mobilieres donnant acrès du partition présude par la cression de la soleur mobilieres donnant acrès du partition par la compania de partition.

La collective de la locilie, a publica imperente pour cerator, sur le rapport el Président, une a jur mataon de capa d'initiée de un la jernie del pape délegater ceffe compageel en Président caus les coppies la compageel en 25 (25) du facteur ens les coppies de la président ens les coppies de la président en la coppie de la la président de la prési

to second poor it groups, a tile in balante a son rou preteround et la collectivité des asserts qui decide l'ough antife a capital poit después det les andinons pro es par la noi de sar prance andinons pro es par la noi de sar prance a sons aixun

If Augmentation is capital es realisée pa régisquation, è reserve, hinéface on prinses dénission, is a facilien des associés delibere confinem à de quorum et de nomelle grevels par vale de les ons endinaires.

Le their A cutabulant pacesons nouseles in a culo d'un aperalisma apropala. Le their plumes of primes attents of apparent and a propriéte religion des considerations and antique to the constant of the contract of the contr

42 la rediction du apillest autousce en que dér, ur la collectivé en sus recéatéfichem dans les common que ver par les désent entracièmente et le pe en autour res puter atout et l'autile qui as a é l'as associés penvent déleguer au Pié idençant. Pro tant labore pour pour le réaliser.

9.3 - La collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires peut également décider d'amortir tout ou partie du capital social et substituer aux actions de capital des actions de jouissance partiellement ou totalement amorties, le tout en application des articles L. 225-198 et suivants du Code de commerce.

ARTICLE 10 - LIBERATION DES ACTIONS

Lors d'une augmentation de capital, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, d'un quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission. La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du Président ou du Directeur Général, dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'opération est devenue définitive.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance du ou des souscripteurs quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée à chaque associé.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne de plein droit intérêt au taux légal à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre l'associé défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

ARTICLE 11 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives.

Elles donnent lieu à une inscription en compte individuel dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.

Tout associé peut demander à la Société la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

ARTICLE 12 - TRANSMISSION DES ACTIONS

- 12.1 Les actions sont librement négociables. En cas d'augmentation du capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci. Les actions demeurent négociables après la dissolution de la Société et jusqu'à la clôture de la liquidation.
- 12.2 La transmission des actions s'opère à l'égard de la société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire, sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est inscrit sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement dénommé « registre des mouvements ». La société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement et, au plus tard dans les quinze jours qui suivent celle-ci.



9.3 L. collectivité des associas dehola mi dan lei condinuis pri ues pour ils décisions estraordinai e peut egalencia di idea di molar acet ou partici ar capital social et substituit aux actions de capital ecs action de jouission e particiliencia qui totalement amorties e trapere en application des alteles els acteles els avants du Code de coma erce.

ARTICLE IN-LIBERATION DES ACTIONS

Lors duae auementanen det council, it adiens at a noërare ann libertes, lors de la sonsammon dun quan an moins de lour alem nomme de et le cos écadam de la malde de le prime d'enission la florance du sapplas don intervent en et une ou plusieurs poir sur appel do President en la Marteur Général, dens le delai de cirques en cométer de jour ou l'operano est accepte définance.

or appels a fonds sent portes alto consumentate du cu dei sonsengueurs quinze muri ca accine avent la dare fixée nour l'agre- resemble, par lette acconsisent e mont accuse de réception adressée, chaque associé,

I sut at arm den de ora agent de, sourcass dues an de montant man financia de an ions carrair de en in oron antivet da taut, de la date de expérir no anna préjudir de l'action personantle que la ficiélé peut even et controllès saperé défollant et des mastres d'ané, orion torrés par la loi.

ARTICLETT - FORME DES ACTIONS

List actions controlligate activate communities,

Elles Conneil lieu i una macriphion en compte in ficienel dans les conditions et alla modeliter plava, parla loi et les règierres convienas.

Four are refer part aermandes of la Sondo la deliveura d'une arrestateur d'un riprom un compres.

ARTICLE 12 - TPAMSMISSION DES ACTIONS

- 12.1 Iles acions son limement ever acles fin en a agmericiion de capatal, as actions um regociables à compter de la réalization as calte en las netions dericurent na ciables après la dissolution de la Sondte et junqu'ela dottire de la aquidation.
- 12.2 La trussais un des actions s'epen a l'égant de le section et appliers per un virament du compte du chéquit en comme de le soupeir de production d'un ordre de mouvement. Ce mouvernant et les vit sen un regisure coto et parablé con chirache notopiquement dénominé e régisure des mouve utins » I e social est tenus de procédés e ente inscrip à n'el virament de procédés enterprise de l'unite de mouvement et ma plus tand d'uns use quaire jour qui suivent cel ...

L'ordre de mouvement, établi sur un formulaire fourni ou agréé par la société, est signé par le cédant ou son mandataire. La société peut exiger que les signatures apposées sur l'ordre de mouvement soient certifiées par un officier public ou un maire sauf dispositions législatives contraires.

- 12.3 Le terme « cession » utilisé dans le présent article ainsi que dans les articles 13 et 14 ci-après doit s'entendre de toute opération juridique ayant pour effet de transférer en tout ou partie, de façon temporaire ou définitive, volontaire ou forcée sur le fondement d'un titre exécutoire, d'une décision de justice ou autre, à titre onéreux ou à titre gratuit, la propriété ou la jouissance sous quelque modalité que ce soit d'actions ou de l'un quelconque de leurs démembrements ou encore d'un droit ou d'une option sur leur valeur et, notamment, sans que cette liste soit limitative :
 - toute mutation d'actions, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, consécutive notamment, et sans que cette liste soit exhaustive, à une cession, une dation en paiement, un échange, une conversion, un remboursement, un apport en nature, à une réduction du capital, un apport partiel d'actif, une fusion ou une scission, une confusion de patrimoine au sens de l'article 1844-5 du Code civil, une donation, un legs, une succession ou un autre mode de mutation, un prêt d'actions, une location, une vente à réméré ou une constitution fiduciaire, y compris si cette mutation de droits sociaux a lieu par voie d'adjudication publique ou en vertu d'une décision de justice;
 - tout démembrement de la propriété d'actions entre un ou plusieurs nus-propriétaires et un ou plusieurs usufruitiers et tout transfert portant sur la propriété, la nue-propriété, l'usufruit ou tous autres droits décrivant des actions (y compris tout droit de vote ou de percevoir un dividende);
 - toute renonciation individuelle à des droits préférentiels de souscription ou d'attribution d'actions ;
 - tout transfert d'actions résultat de la réalisation d'une garantie ou d'un nantissement.

Le terme « actions » doit s'entendre de tous titres ou valeurs émis par la Société, quels qu'ils soient, dès lors que ces titres ou valeurs peuvent, immédiatement ou à terme, donner des droits quelconques à une fraction du capital, aux bénéfices ou aux votes de la Société.

12.4 - Toutes les cessions d'actions sont soumises au respect des dispositions des articles 13 et 14 ci-après. Touts les cessions d'actions effectuées en violation de ces dispositions sont nulles. Les dispositions des articles 13 et 14 ne sont pas applicables lorsque la Société ne comporte q'un associé.

ARTICLE 13 - DROIT DE PREEMPTION

- 13.1 La cession d'actions de la Société, même entre associés, est soumise au respect du droit de préemption conféré aux associés, dans les conditions définies au présent article.
- 13.2 L'associé cédant doit notifier son projet au Président par lettre recommandée avec demande d'avis de réception en indiquant les informations suivantes :

W

Lordre de mousent al could son in lamahain tour los apredas de los services de los aus longres acceptantes de la contra de los services de la contra del la contra del la contra del la contra de la contra del la contra

12.3 - Le terme con notation de resent a trole time ours les relations de la lactificación de la catalda de la cat

toute mustice doctions and it stort grantly sold as the operation characteristics of a stort more parameters of the stort of the confidence of the stort of the confidence of

- that does embrenous as to propose that loss one can be proposed to an emprished to an emphasis and placed as a constant for portant for the propriet of a constant to the proposed and the propose
- contention of control vides of design préferences description d'atribution d'actors.
 - I in third at his resultable to be real valion d'une garant e eq d'in rente rement

Le cartie « nations » doit à ent en tre de tours aux « alou » émili par la Societ à quebran als ». « « « à lor dus des ares en « Alour peuvent autainem qu' derme donner des doots que concuer a une fine i en qualitaire haut économier a une fine i en qualitaire par de l'accionement du capital, aux benéfices en aux entres de la Societa.

12.4 - There its bestions interest on samples of resolution is disposingly along an 13 of 14 of aprels. That's large consistent of the interest of aprels and the interest of the problem in the following the problem is approximately and the problem in the problem in the problem in the problem is approximately and the problem in th

ARTICLE 13 - DROIT DE PREELIFION

- A3.4 I accessor diagnoss de a é o bia adam insposas, com um se au respondida el de prévintant contrata de la constant aux a service dan do constituent del recomposition maiore,
- 13.2 L'especie cedana noi notifier alla preger da Enferencia Lino en unio alles as sella la remondia en l'avi e récopionien authquian les momentans envenues.

- le nombre d'actions dont la cession est envisagée ;
- les informations sur le cessionnaire envisagé : nom, prénoms, adresse et nationalité ou s'il s'agit d'une personne morale dénomination, siège social, numéro RCS, montant et répartition du capital, identité de ses dirigeants sociaux ;
- le prix de cession ou la valeur retenue pour l'opération ;
- les modalités de paiement du prix et toutes autres conditions de l'opération.
- 13.3 Dans un délai d'un mois de ladite notification, le Président ou le Directeur Général notifiera ce projet aux autres associés, individuellement, par lettre recommandée avec accusé de réception, qui disposeront d'un délai d'un mois pour se porter acquéreurs des actions à céder, dans la proportion de leur participation au capital.

Chaque associé exerce son droit de préemption en notifiant au Président ou au Directeur Général le nombre d'actions qu'il souhaite acquérir, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

- 13.4 A l'expiration du délai d'un mois, le Président devra faire connaître par lettre recommandée avec demande d'avis de réception les résultats de la préemption à l'associé cédant.
- 13.4.1 Si les droits de préemption sont supérieurs au nombre d'actions proposées à la vente, les actions concernées sont réparties par le Président ou le Directeur Général entre les associés qui ont notifié leur intention d'acquérir au prorata de leur participation au capital et dans la limite de leurs demandes.

La cession des actions concernées, libres de tout gages, sûretés et autres droits à l'égard des tiers, devra alors intervenir dans le délai de trois mois de la notification des résultats de la procédure de préemption contre le paiement du prix mentionné dans la notification de cession.

13.4.2 - Si les offres d'achat sont inférieures au nombre d'actions proposées à la vente, les droits de préemption seront réputés n'avoir jamais été exercés.

Toutefois, l'associé cédant peut demander le bénéfice de l'exercice du droit de préemption à concurrence du nombre de titres pour lequel il aura été notifié par les autres associés et procéder à la cession du solde des actions qu'il envisageait de céder, conformément aux dispositions des statuts.

13.5 - Lorsque tout ou partie des actions dont la cession est projetée n'aura pas été préemptée dans les conditions ci-dessus prévues, et sous réserve de l'agrément ci-après prévu, l'associé cédant pourra librement céder ses actions au cessionnaire mentionné dans la notification de cession, et ce pendant un délai de trois mois à compter de l'issue du délai ouvert aux associés pour l'exercice de leur droit de préemption.

Passé ce délai de trois mois, ou en cas de modification de l'un quelconque des termes ou conditions de la cession par rapport à ceux visés dans la notification de cession, le droit de préemption sur les actions concernées sera à nouveau ouvert aux associés et l'associé cédant ne pourra plus céder les actions concernées sans initier à nouveau la procédure de notification ci-dessus prévue.

M

re nombre d'actions dont la rest in est, de realise,

tes informations ser le cessionna e envisagé moin precord adrese et naughable ou — vil s arredone personne morale némerala rémission siège social, aditien RCS incapan et iég rél qui du capi di identité de es dirignants sociales.

lo prix de cession ou la voleur roteura pota l'or, a nor c

les modalités e é palement ou par et tomos autre, le ardinoi a de l'operation.

13.3 - Dans un détru d'un urus de ladire no récuron, le l'esadent ou le Directour General noutieré ce projet aux nutres precedent, indicationnent, par lettue recommandée avec acrasque et réception, pui au posseront d'un délai d'un mois pour se porter acque cons des neignes a ceptir, cons la proportion de leur par ipaneur au cauta.

Thaque tesorie evence son dioit de précuration en officie, au Procident ou au Direction feareral le manthe d'actions qu'it soubaite acquérir, plu letare recommandée ar le demande d'actions d'actions de réception.

- 134 A) pration du délai d'un roos le Pundont devr. faire connitien par letter racommandée à la fraçant dant de réception les résourts de la preciapion à l'associe el dans.
- 12 E.E. Silves and de programion seur up, ricurs un nombre di chons proposées a la vente, les crions con seuces som reparter pur le Précident ou le Diagnéea. General entre les cociés qui ont actifie le un incention d'exquére nu peut de leur participation au experal et dans la limite de leurs femances.

Le cossider destroit aux concernées lebres no tout gogos, sûreies et autre contex à l'égard desiers devra alors intervenn auns le delai un trois mons de la noirf at on des resultais de japrocéeure de pre-implien conce le naiera ru du pers increuoni é a not northearion de cossinn.

4.4.2 Si les ernes d'arbet sont intercauses au nombre d'acueus proposées à la vente, les droits le préempte ne seun réputés plus sinjancies été exerces

factorist lassific cédent pout donaude, le bénéfice de l'exerge du mont le presuprion e concurrence du montre de nieve pour requel à ana été northe par les annes associés et piede à le resion en solde des araba, qu'il orms gena de ceder, conformément aux or positions les se tuts.

(3.5 - Lorsqub foot to parter devaluent of our in the use prejete n'aura pas sic prompter dans les conditions obligations in evenes, et leas roser le de l'extendit e apiès préve, i issaeuc cédant pourra iblement ceder ser actions au comomite inquireme due la notalication in celet et ce regisign un alla de trois ques l'ampres de l'assae du actai ouvre la respecte pour l'exercice de l'en apiè l'especangeon.

Fusso de della de trois mon, où un cas de modificarea de l'un quelconque des termes au conditioners de la cession par capport à cen en est de la notification de cession par capport à cen en est de notification de cession précention et des ret un caucamaces sera a nouvern our est des notification ne pourra plus eder le sair us con carnées sant main à montre la procédant de notification character prévier.

ARTICLE 14 - AGREMENT

- 14.1 La cession de titres de capital et de valeurs mobilières donnant accès au capital, y compris entre associés, est soumise à l'agrément préalable de la collectivité des associés.
- 14.2 Le cédant doit notifier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception une demande d'agrément au Président ou au Directeur Général de la Société en indiquant les nom, prénoms et adresse du cessionnaire, le nombre des titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital dont la cession est envisagée et le prix offert. Cette demande d'agrément est transmise par le Président ou le Directeur Général aux associés.
- 14.3 L'agrément résulte d'une décision collective des associés statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote.

La décision d'agrément ou de refus d'agrément n'a pas à être motivée. Elle est notifiée au cédant par lettre recommandée. A défaut de notification dans les trois mois qui suivent la demande d'agrément, l'agrément est réputé acquis.

En cas d'agrément, l'associé cédant peut réaliser librement la cession aux conditions prévues dans la demande d'agrément.

14.4 - En cas de refus d'agrément, la Société est tenue, dans un délai de trois mois à compter de la notification du refus, soit d'acquérir les titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital, en vue d'une réduction du capital, soit à défaut, de les faire acquérir par un associé ou par un tiers.

A défaut d'accord entre les parties, le prix des titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital est déterminé par voie d'expertise, dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

Le cédant peut à tout moment aviser le Président ou le Directeur Général, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, qu'il renonce à la cession de ses titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital.

- Si, à l'expiration du délai de trois mois, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné. Toutefois, ce délai peut être prolongé par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant en la forme des référés, sans recours possible, l'associé cédant et le cessionnaire dûment appelés.
- 14.5 Les dispositions qui précèdent sont applicables à toutes les cessions, que lesdites cessions interviennent en cas de dévolution successorale ou de liquidation d'une communauté de biens entre époux, par voie d'apport, de fusion, de partage consécutif à la liquidation d'une société associée, de transmission universelle de patrimoine d'une société ou par voie d'adjudication publique en vertu d'une décision de justice ou autrement.

Elles peuvent aussi s'appliquer à la cession des droits d'attribution en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, primes d'émission ou bénéfices, ainsi qu'en cas de cession de droits de souscription à une augmentation de capital par voie d'apports en numéraire ou de renonciation individuelle au droit de souscription en faveur de personnes dénommées.

Thy

THEMEROA - AT BUDITHA

- 14.3 La custion de th es de capital, up luin monificios denium seros in capitalisticadopa cure associós est so una en l'apròment produble de la collectivité des associós.
 - 14.2 (colont dost mait et par letto recommande avec lemande anviación no espacon demande el provinción de particular el provinción de la Samete en adiquem les acompressons el adresse au cessionnalie, e non a des libres de capital en alores archillares donnes el capital com a les son es enviares el la pracoltan detendado d'agróment es rengensons el provident on el Directeur General pay el oción.
 - 133 11 memon resulte alunc décision entècare area escrité dataent e la majorit des vols jes associes disposant du droit accordence.
 - La décrior digrétient ou de 1stus d'agroment de nouve motivée. Elleurs nodifice au cedant par fettre reconstandée, à défaut le noufication dans les trops dois qui suivem la demandé d'agrétnent legrament est réputé arquis.
 - So car d'ogéracot l'a coció códent pou réaliser d'orgnem le cos not aux conditions provies dans la demaré doge orgn
 - 14.4 En cas de l'ius d'agrement, le sa ci. A est tenne, den un celli d'utrois mois n'eommter de la netification de la filias soit d'acquéin res dios, le capital ou valeu « mobilières annout accapital en vac d'una éduction de capital, se il à filiat, de les tima acquéin par un assence on per un ders.
 - A infant discouncesty lies paraes, it privides discripted our atema monthers d'un aux ic es au ca lattes déterminé par sole despetis, duir les combinons nièves à l'ancie 1843 à un Ocde acid.
 - Le édiant peut à tout évannen, eviseir le l'résident ou le Direuen Cénéral, par ieties exemme des avec demande d'est de le cotion qu'il renouce à la cession de les times du caonal ou alours e viliaies den nant à cès an capita.
 - So à l'expiration du del u de tem mois... hat te t pas realise, lagranant du constairé connaise donne, l'outefoi realit à peut tre prehame pas endemance du l'estat de l'enunal de romanement statue et l'anne de referés sans recours possible, l'asteré codam et le comme din entappe de
 - 14.5 The dispositions can procedent some contrables in comes has consoner quall softers contributed and continued and content of the contributed o
 - The proven ners suppliqued at cossion designate charitan in et cardinal en da capital per provention de receives prins a demission on banéfices, ners cuer cuer de apprint de dedits de souser plans à une capital de capital par une dupporte finalement de capital par une dupporte par finalement de capital par lever de passonnes describées.

La présente clause d'agrément ne peut être supprimée ou modifiée qu'à l'unanimité des associés.

Toute cession réalisée en violation de cette clause d'agrément est nulle.

ARTICLE 15 - NANTISSEMENT ET REALISATION FORCEE DES PARTS

Les actions peuvent faire l'objet d'un nantissement constaté soit par acte authentique, soit par acte sous seing privé signifié à la société ou accepté par elle dans un acte authentique et donnant lieu à une publicité dont la date détermine le rang des créanciers nantis.

En cas de pluralité d'associés, le projet de nantissement doit être agréé par les autres associés dans les mêmes conditions que celles prévues par les présents statuts dans le cas d'une cession de parts à titre onéreux.

L'agrément du projet emporte celui du cessionnaire en cas de réalisation forcée.

Toute réalisation forcée de actions doit être notifiée au Président ou au Directeur Général au moins un mois avant la vente. Tout associé peut se substituer à l'acquéreur dans un délai de cinq jours francs à compter de la vente. A défaut, la Société peut décider d'acquérir les actions en vue de leur annulation; les associés peuvent décider dans le même délai la dissolution anticipée de la Société.

En cas de vente aux enchères publiques, en vertu d'un décision de justice, si l'adjudicataire n'est pas agréé par le Président ou le Directeur Général, la société sera tenue de racheter ou de faire racheter ses actions dans un délai de cinq jours francs, à compter de l'adjudication.

Le non exercice de cette faculté de substitution emporte agrément de l'adjudicataire.

<u>ARTICLE 16 - RETRAIT D'UN ASSOCIE</u>

Sans préjudice des droits des tiers, un associé peut se retirer totalement ou partiellement de la société avec l'autorisation de la collectivité des autres associés donnée par décision extraordinaire.

Ce retrait peut également être autorisé pour justes motifs par une décision de justice.

Le retrait est de droit et ne peut être refusé lorsqu'il est motivé par la régularisation d'une situation contrevenant aux dispositions des présents statuts.

La révocation du Président ou du Directeur Général n'est pas un juste motif de retrait.

Les retraits ne peuvent intervenir que tous les ans, à la fin de chaque exercice social.

La demande de retrait doit être notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au Président ou au Directeur Général, quatre mois avant la fin de l'exercice en cours.

My

ls produit cours d'adiciencea appear êt d'adpuillable ou modiffié qu'i l'announité deuproduis.

Poute cessionised life en violation de ceta cisare d'agrée at ex 1001 e

ARTICLE 15 - NEW CSSTMEN (5) REMISSTION FORCEF U.S PERTS

t is netural persont land cobjet of a morales man constant is, pursoned closed element, with purners sens many oil if smalet a local desire par elle dans er a conditioned dom as the administration of dom as they a morales about la tate determinate is in descreacies on this

en els duplicalles d'en louis de proment den les general den lette granden al seguines a survègate à l'es mêmes con l'inconsique l'effect province fes, et si un sisse da « le los ellips el cossion de causs à liere présents.

that is a doproble export could be appropriate in the reliestion breek

Terry realization forege deaction flavour is notified by read at or in the clear tenture in more in more as an action of the more in more as an action of the factor of more dead to and a value of the factor of the factor of more dead and a second of the contraction of the contra

En can de rente aux euch neu publique qui ventu aum decim m da justica, e a aajud cataire uiest pas aques par lo Pri, deat un le Pria na recieral, la societo sera tenno, di nachetre on de fano achier son actions din a du logi ce ci, q à aix immes a comprende ladjudhatio

Le non excision de cité la une le substement en agréniem de laquelleataire

APTICLE 16 - PETRAIT D'UN ASSOCIE

Coeffinition of them widths anather pour just a root parties distinued by the design do so the con-

Le primitest de mont et no pent eine refere le squ'is ere mols re par la regularimient d'une situ d'on contrevante mandropositions reservementaires.

l exciseration du P. Sident on du luracteur il inemi neut pa, un june ciotis de retrac

Les with the presentation venitation for an inferior present and its decitage. The incidence and

La demande de estan ord etre a composition recomposadée mu demonde e avi de receptos da lirésidem es an Diae con Canárd, ouste mois avan la fin de s'e correr en emos.

Le Président ou le Directeur Général convoque, dans le délai de quinze jours à compter de la réception de cette notification, une assemblée générale appelée à statuer sur la demande de retrait.

En cas d'inaction du Président ou du Directeur Général, l'associé le plus diligent peut convoquer lui-même, ou faire convoquer par un mandataire de justice, l'assemblée générale.

La décision de la collectivité des associés est notifiée à la personne qui a sollicité le retrait et à chacun des autres associés, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, dans le délai de deux mois à compter du jour de la réception de la demande de retrait.

A moins qu'il puisse, avec l'accord de la collectivité des associés donné par décision unanime, se faire attribuer des biens sociaux à concurrence de ses droits ou reprendre tout ou partie de ses apports en nature, l'associé dont le retrait est accepté a droit au remboursement de la valeur de ses actions.

La valeur est déterminée, à défaut d'accord amiable, conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil.

En cas de contestation, elle est fixée par un expert désigné par les parties, soit, à défaut d'accord entre elles, par ordonnance du Président du Tribunal de grande instance statuant en la forme des référés et sans recours possible.

Chacun des associés dispose d'un délai d'un mois à compter de la notification faite au Président ou au Directeur Général pour faire connaître son intention de racheter les actions de l'associé qui se retire. Sa décision est notifiée au Président ou au Directeur Général et au retrayant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Si plusieurs associés expriment leur volonté d'acquérir les actions du retrayant, ils sont réputés acquéreurs à proportion du nombre d'actions qu'ils détiennent dans la société; la cession doit être régularisée dans un délai de trente jours à compter de la notification par l'associé intéressé de son intention d'acquérir les actions de l'associé qui se retire. Le prix est payable au comptant au jour de la régularisation de l'acte.

A l'expiration du délai de trente jours précité, si tout ou partie des actions pour lesquelles le retrait a été demandé, n'ont pas fait l'objet d'offre d'acquisition par les associés, la société est tenue de racheter les actions ou de les faire racheter par un tiers. L'achat par la société ou le rachat par un tiers doit intervenir dans les deux mois suivants; le prix est déterminé par application des dispositions des présents statuts et est payable au comptant le jour de la signature de l'acte en cas de rachat par un tiers, associé ou non, et dans les six mois en cas de rachat par la Société.

En cas de retrait compromettant gravement la poursuite normale de l'activité de la société, la collectivité des associés par décision extraordinaire pourra retarder la reprise ou l'attribution de droits sociaux de trois ans ou demander l'échelonnement du remboursement de la valeur des actions sur cinq ans assorti des intérêts légaux.

M

MA 10/28

Le Pranctent ou le Directur Cénéral convent, dans le mist de quaze mor a comput de la réception d'acte notification de se le 15 à 200 inte apprée : suturir sur sa destande de retaine!

Fig. cas. d'implicit du Président ou de Dinser in Genéral, l'anquis le p'us difugur pour convoquer lus fisures n'inscribble profesie

is a décision de la collectivité des associés est loubles à la sersonne qui a lotalent le natuit et van dévent des autres as let ma par lettre recommendée avec decande ou dis de récapiton d'unique de civas mois eléctron de la la la dépliée de la demande de cetain.

A major qu'il paisse, vec il corput de la coit curvite des associés contre par decir ou annama, se taine e tribuer des biens sectaux a ce inca cerce de se dimes on reprendre tant ou pratie de ses apparte en nature, l'ensue,é dont la retra cet ac epié a dant au tembre, ament de la valeur de ses actions.

La valore est déterminéal, à defoid d'accird amisole conformingent à vidage signise de l'article 1813 é de l'ode avel.

En con de contestation este em riude nou un cupe teatigne par les patheu, soit, a détout d'accord endo estes per ordourance du President du Tribunal de grande un tance statuont un la norme dus referés et anna recours possible.

Chaçan des associes dispose d'un debn a ûn mais a ampter de la nobfilation bane nu Président ou au fluvaicur Gené al plum aire connaîme sou anientida de rachetés à a actions di Président ou au fluve de rece, à a décia qui est posif é a que President ou au Direct ar Célunal et au tetr yant par lettre recommandee avec démonds dans d'inécapion.

Explosions a soruée explusion bear volonte d'acquérir les cotions de retravalle, ils sout expués a qué cui a moporand du rondres d'actions qu'ils d'he ment duns la deux (contre de la deux dens un délui de het te prets a compter de la netal dion par l'as de value de son mentium d'acquém les autions de l'a socié qui se retire. Le primest qu'acquém de son proprint au jour de la eguboir a con me l'actue.

A lexisation det delai de trante jours précisé, si cout ou parir des actions j'un inscuelles le retrait a cté droundé, n'out par la trabje détait de la distribution par les associés, le société est teaute du rochéer le actions ou que les faire richeles uns un tien. L'adhin par le graneté ou la rachet por un tirm doit intervenir dans est deux mois sur auts, le prix un du channé un application nes dispositions des présents en est paré le minimplant le jour de la signature un latte en la confidence de la jour de la raction et deux les six mois en cars ce raction pur le grence et deux les six mois en cars ce raction pur le grence et deux les six mois en cars ce raction pur le grence et deux les six mois en cardine pur la grence et deux les six mois en cardine.

En cas de retrait compromethat grevenment le poursuite aurmelt ce lactérale de la société la collèctivité des associés par décision extraorainaire pourfe retarder le reprise on l'aufocième de droits annux de four aux en uequander a Chalonnement du tent aursen ut de la valeur des actions cur eunq us assorts des finé for légaux.

ARTICLE 17 - LOCATION DES ACTIONS

La location des actions est interdite.

ARTICLE 18 - MODIFICATIONS DANS LE CONTROLE D'UN ASSOCIE

Tous les associés personnes morales doivent notifier à la Société toutes informations sur le montant de leur capital social, sa répartition ainsi que l'identité de leurs associés. Lorsqu'un ou plusieurs de ces associés sont eux-mêmes des personnes morales, la notification doit contenir la répartition du capital de ces personnes morales et l'indication de la ou des personnes ayant le contrôle ultime de la société associée.

En cas de modification au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce du contrôle d'une société associée, celle-ci doit en informer la Société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au Président dans un délai de quinze jours de sa prise d'effet à l'égard des tiers.

Dans le mois suivant la notification de la modification, le Président ou le Directeur Général peut consulter la collectivité des associés sur l'exclusion éventuelle de la société dont le contrôle a été modifié, la procédure d'exclusion et ses effets étant décrits dans l'article suivant.

Si la Société n'engage pas la procédure d'exclusion dans le délai ci-dessus, si l'exclusion n'est pas prononcée ou si la décision d'exclusion est annulée pour cause de non-régularisation de la cession des actions de l'associé concerné, elle sera réputée avoir agréé le changement de contrôle.

Les dispositions du présent article s'appliquent dans les mêmes conditions à l'associé qui a acquis cette qualité à la suite d'une opération de fusion, de scission ou de dissolution.

La présente clause ne peut être annulée ou modifiée qu'à l'unanimité des associés.

ARTICLE 19 - EXCLUSION D'UN ASSOCIE

L'exclusion d'un associé peut être prononcée dans les cas suivants :

- défaut d'affectio societatis;
- mésentente durable entre associés ;
- désaccord persistant sur la gestion, les objectifs et la stratégie de la Société ;
- manquements d'un associé à ses obligations ;
- dissolution, redressement ou liquidation judiciaires;
- changement de contrôle au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce ;
- exercice d'une activité concurrente à celle de la Société, soit directement, soit par l'intermédiaire d'une société filiale ou apparentée ;
- violation d'une disposition statutaire ;
- opposition continue aux décisions proposées par le Président ou le Directeur Général pendant deux exercices consécutifs,

#h

TCA 11/28

ARTIQUE 17-LOCATION DES ACTORS

110 aren des actions est inteross

ARTICLE 13 FICDIFICATIONS DANS LE CONTROLE D'UN ASSOCIE

Fores by analogy derections, in the dense is later a later to be in the assence of the exact of

en car de madification au anvela "anche L. 3" à du Code de la martica du conunct afune ancida associale, calle ci a 31 an in omicr la Sociale par lette peco anticidée avec demande d'a le de requion per secului Président du van delsi de qui la leurs de la president a l'and des bers.

One is made of mide notification do to modification is its fide outs. Onesteen Genoral pour consults to collective do associal ser l'exclusion disentation de la sociate doit to controle activate de collective de club on controle activate de controle automate.

be so in thing graphs by median meaching domined to be essent, in exclusion mast property we consider in a cismon as a medico pour cases or non regularisation. The as no master consideration of the as no master as no master control of the configuration of configuration. The configuration of configuration of configurations are confident.

is a spoolable to present article corporation that hemome a chilans dellarscorf qualiling as certificate and alternatives. Links instantant exception certificate chilanon.

a grassa se serment i la scrittoria e estrem alla in a conto ambigia i

ARTICLE 19 - EXCLUSION D'UN ASSOCIE

the alpse during relegion in a real the formation as save at

- नवार १ ८०२ छ। जनात ५ १ छाति । 🗝
- indistance of the three associes,
- removed persist of the larger and cooling of a transfer at the Source
 - the foreign that a more and a specific production of
 - disson terms of the interpretation in the form
- the patient a control or a felomet. L. 233 3 do Cool et commens of
- recours Jun animal corespondence of the decimal service and designed particles of the service of
 - the increase of the particular and months are
- opposition continuo ai davidore, preporter fri Pelestente a la Dieletent Géneral pand un den exerci en corréceires.

- condamnation pénale prononcée à l'encontre d'un associé personne physique ou morale (ou à l'encontre de l'un de ses dirigeants);
- plus généralement, la condamnation judiciaire prononcée à l'encontre d'un associé personne physique ou d'un dirigeant de l'associé personne morale, susceptible de mettre en cause l'image ou la réputation de la Société.

La décision d'exclusion est prise par décision collective des associés statuant à la majorité absolue, ; l'associé dont l'exclusion est proposée participe au vote et ses actions sont prises en compte pour le calcul de cette majorité.

Les associés sont appelés à se prononcer à l'initiative du Président ou du Directeur Général de la Société.

La décision d'exclusion ne peut intervenir sans que les griefs invoqués à l'encontre de l'associé susceptible d'être exclu et la date de réunion des associés devant statuer sur l'exclusion lui aient été préalablement communiqués au moyen d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée 15 jours avant la date de la réunion de la collectivité des associés, et ce afin qu'il puisse présenter au cours d'une réunion préalable des associés ses observations, et faire valoir ses arguments en défense, lesquels doivent, en tout état de cause, être mentionnés dans la décision des associés.

La décision d'exclusion prend effet à compter de son prononcé ; elle est notifiée à l'associé exclu par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à l'initiative du Président ou du Directeur Général.

En outre, cette décision doit également statuer sur le rachat des actions de l'associé exclu et désigner le ou les acquéreurs des actions ; il est expressément convenu que la cession sera valable sans qu'il y ait lieu d'appliquer les procédures statutaires prévues en cas de cession (agrément, préemption ...).

La totalité des actions de l'associé exclu doit être cédée dans les 30 jours de la décision d'exclusion.

Le prix de cession des actions de l'exclu sera déterminé d'un commun accord ou, à défaut, à dire d'expert dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil.

Si la cession des actions de l'associé exclu ou le paiement du prix ne sont pas réalisés dans le délai prévu, la décision d'exclusion sera nulle et de nul effet.

A compter de la décision d'exclusion, les droits non pécuniaires de l'associé exclu seront suspendus.

Les dispositions du présent article s'appliquent dans les mêmes conditions à l'associé qui a acquis cette qualité à la suite d'une opération de fusion, de scission ou de dissolution.

La présente clause ne peut être annulée ou modifiée qu'à l'unanimité des associés.

W

rollamente penil proposer, a leatoabe d'un assi è pérsonne phy que cui inoi de un à l'aconte d'unid les obligeant i

plus general entering to condarmation indicians, incolous a lateouth, den issocie persone physique in dure and se l'essocie persone mende sessepulde de extre en cause l'unage de la fépatetion de la Societ.

La décembre d'extitution est prime par decissor exhactive des pasacrés surprut à le maintre des pasacrés nom l'exclusion rat papaces paracripe du voire et ses actions port prises en compte pour le code majerate.

Les a siècles sour appelés à sa prononcer à l'iniciari e un Président on de Directeur (1920) il de la Société

La décision d'exclusion ne peut incremir sans pur les Lacis involues às encoune de l'escolé sunceptible d'eur esclusion ne parament de montre des la sentité devant stange sur l'esconsion lei les de fit précire fier l'esconsion le le les des les comments avec destande de les seconsides de réception a nosselle l'épois en la dane de la le moit de la collectivaté des associés et et et un qu'il poi le passenter le cours considerent products avec de la collectivat de la les consideres et faire le doit de la considere de des la décision de cause, et le taire le doit de la décision des les collections de la décision de la

La deci on the solusion preno effet à conjeter as son principale, cele est nonfiée à la savé exclusion an lettre accomandé avec demande d'e is de récept on à l'antianse du Président en du Disception Général.

He oute, cear decision doit egalement sources sin le rachet des actions de l'assent excite et désigner le su les representations et les actions et le sur present convent que la cession servaisfile sans qu'il y art heu Lappliques tes procédance soutients pregner en cus de passion (agrérent, pregne un n.)

La toménd de action de trasporte exclusioné être rédécidants ses 31 jours de la decision de la constitue

Le prix de exseem des actions de l'exetues ra défermine d'un exemina accord de, à défair à dissolespert lans les conditions de l'arte le 1840 et du Corte etch.

Si la cersion des a trons do l'assorde exequien la palement du pris ne sort no reguisée dans le delai previa le decision d'est lusion, era palle et de ma effet

A complet de la décis, un d'explusion, le choir une pienniques de l'arsocié exemissarpentes

for disposit his du prekent which suppliquent dans les a ême poudinour à lassocié qui à aqui is cett qu'ille all care et are de les appliques des des chains

La prosente manuelle par ou ou angle ou and like grad aname at the essen s

ARTICLE 20 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS.

Toute action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part nette proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente.

Le cas échéant, et pour parvenir à ce résultat, il est fait masse de toutes exonérations fiscales comme de toutes taxations pouvant être prises en charge par la Société et auxquelles les répartitions au profit des actions pourraient donner lieu.

Sauf dispositions contraires de l'acte d'apport, les droits attachés aux actions résultant d'apports en industrie sont égaux à ceux de l'associé ayant le moins apporté.

Chaque action donne en outre le droit au vote et à la représentation dans les consultations collectives ou assemblées générales, ainsi que le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Sous réserve des dispositions légales et statutaires, aucune majorité ne peut leur imposer une augmentation de leurs engagements. Les droits et obligations attachés à l'action suivent l'action quel qu'en soit le titulaire.

La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions de la collectivité des associés.

Les créanciers, ayants droit ou autres représentants d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et valeurs sociales, ni en demander le partage ou la licitation ; ils doivent s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de la collectivité des associés.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution de titres ou en conséquence d'augmentation ou de réduction de capital, de fusion ou autre opération sociale, les associés propriétaires de titres isolés, ou en nombre inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions ou droits nécessaires.

<u>ARTICLE 21 - INDIVISIBILITE DES ACTIONS</u>

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Les associés propriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un seul d'entre eux, considéré comme seul propriétaire ou par un mandataire unique; en cas de désaccord, le mandataire unique peut être désigné à la demande de l'indivisaire le plus diligent.



ARTICLE 20 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Truce cation donne drait, dans lead and each lacest excited decree proportionality in quantific de capital qu'ette represente.

Le has debiant, et pour parte à de resurnt, il so fait aussi de tortes exogérations firmies con un de touce laxur un pouvant étre passe en cha se par la Societé et auxquemes les répardition au proit les actions pourraisse d'autorités.

Such dispositions and indicated in import is droid anachés aux according require that of the portion and describe active as the factor and describe active a

Chaque acqor donne en cate le desper corte et à la representation dans les conseil lions collectives ou assemble, amendes, and que le decit fêter infocació sur le marque de la Sielle et d'abteur com aurication de certure documents socielle aux é nouves d'aans les conditions présues par la one les sociels.

Les esse ries ne engre meet des et le qu'il concorrence de tours appor se

Sous poserve des de 4 ous ops egales et stribte remucune manorité us neus leur monser me auxmention de leurs engagements. Les farits et ooligations utéches à l'action cuivent l'action que ouvre soit le fludais.

Le propert chanceaction companie de plent disit addésion, aux entires un le receive et au relacision de la collectivaté des aneix in Se

Les creaminers ayan's droit on autre représentants d'un as prié pit pe vent, sons que'que piè entit que ell sons equerir l'apportion de cellé san les biens et valeurs regiul et ni a dernarde, le pentage eu la reliation, ils doisent s'en a pèr per nux invert mas sociaux et aux dernarde de la bollectivit, des reserves

Chaque fois qu'il sera ci usume di possence inserum editoris pour exépcé ul dout quellanque, en cas c'échat ge de lega appendant en d'autièntion du fitées de conséquence du garentain mon de réduir en de contribution autre operation coule. Les aprovier propriement du times holls on un pour untérieur à citual quis no pare ent ence de dires juil in concinon du fair, bui franc poes dan le du propriement en valuablement que la veule que la veule de la veule que concerne d'autrops on c'roit preux super

WATICLE 27 - INDIVISIPIL TE DES ACTIONS

Low thour the behing of and de 's "original

Les escocies ta primaires ma dis ductions sont tents de la métrollemente numée de la solution par un sout don el eux considéré extrata sont propréte de ma par un naturant autoprime de l'entre désigne de de demand. Le l'inflivisont le plus difficit

La désignation du représentant de l'indivision doit être notifiée à la Société dans le mois de la survenance de l'indivision. Toute modification dans la personne du représentant de l'indivision n'aura d'effet, vis-à-vis de la Société, qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de sa notification à la Société, justifiant de la régularité de la modification intervenue.

Le droit de vote attaché aux actions démembrées appartient au nu-propriétaire pour toutes les décisions collectives, sauf pour celles concernant l'affectation des bénéfices où il appartient à l'usufruitier.

Cependant, les associés concernés peuvent convenir de toute autre répartition du droit de vote aux consultations collectives. La convention est notifiée par lettre recommandée à la Société, qui sera tenue d'appliquer cette convention pour toute consultation collective qui aurait lieu après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de cette lettre.

Toutefois, dans tous les cas, le nu-propriétaire a le droit de participer aux consultations collectives.

TITRE III ADMINISTRATION - DIRECTION - CONTROLE DE LA SOCIETE

La société est représentée, dirigée et administrée par un Président, et le cas échéant un Directeur Général, personne physique ou morale, associée ou non de la Société.

ARTICLE 22 - PRESIDENT

22.1 - Désignation

Le Président est désigné par décision collective des associés prise à la majorité absolue, avec ou sans limitation de la durée de son mandat.

La personne morale Président est représentée par son représentant légal sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant.

Lorsqu'une personne morale est nommée Président, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le mandat du Président est renouvelable sans limitation.

Le Président, personne physique, ou le représentant de la personne morale Président, peut être également lié à la Société par un contrat de travail à condition que ce contrat corresponde à un emploi effectif.

AM

Eacestgnation on confiscition do the interior confine another also Societs confirmed as vertains destrict of the confine and the second of the confine and the

It depit a voie move é un a cions dem min a suppartient au na proposatie plus por les les determinents est administratives, taut pour celles ama conjunt l'off à jatour de dés, ét e on l'appertient a l'astronoce. L'astronoce.

Coperdorf, kon kotere com cenes prove at the amena tous estes remained in item in them in the auto-cene attack to the auto-cene auto-cene attack to the second auto-cene attack to the second auto-cene auto-c

Tomestria man mas el calla, no paparence elle diene de perticipar a meresions col octivos.

ADMINISTRATION - DIRECTION - CONTROLE DE LA SOCIETE

for additional representational alternation of administration provides to the last chemician discrete. The discrete of the dis

NATICLE 22 P. ESIDENT

nount, istal - 1.52

In President at dear to provide a constructive are absorbed present a cargonic absorbed on our accordance of a constructive and a constructive and

La persona moraa President escap éspace par sunserve autant légal sauf su lais no su nominación na à rul 1 labont eo cour, do minue elle religite une parsonae spusa mon Labilla de la representar en qualne de conferment

extragulant parturps tend to the entrume. Fit ident, see difficulars that around any means a cutificial of obligations of allogations of in the particle respectability of the project described on the project described on the project of the projec

the name to President of the investable and a limitation.

22.2 – Fin des fonctions

Les fonctions de Président prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à l'encontre de celui-ci d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires.

Le Président peut démissionner de son mandat sous réserve de respecter un préavis de trois mois, lequel pourra être réduit lors de la consultation de la collectivité des associés qui aura à statuer sur le remplacement du Président démissionnaire.

La démission du Président n'est recevable que si elle est adressée à chacun des associés par lettre recommandée.

22.3 - Révocation

Le Président peut être révoqué pour un motif grave, par décision de la collectivité des associés statuant à la majorité des deux tiers. Toute révocation intervenant sans qu'un motif grave soit établi ouvrira droit à une indemnisation du Président.

En outre, le Président est révoqué de plein droit, sans indemnisation, dans les cas suivants :

- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Président personne physique,
- mise en redressement ou liquidation judiciaire, interdiction de gestion ou dissolution du Président personne morale.

22.4 - Rémunération

Le Président peut recevoir une rémunération dont les modalités sont fixées par la décision de nomination. Elle peut être fixe ou proportionnelle ou à la fois fixe et proportionnelle au bénéfice ou au chiffre d'affaires.

En outre, le Président est remboursé de ses frais de représentation et de déplacement sur justificatifs.

22.5 - <u>Pouvoirs</u>

Le Président dirige la Société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans les limites de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par la loi et les statuts à la collectivité des associés.

Les dispositions des présents statuts limitant les pouvoirs du Président sont inopposables aux tiers.

La Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.



22.22 - Fig tier inputs 18

Les fonctions de l'resident prantent fin & it par la decès, la déciberon la révouventur le principal de son mandat soit pa louvertuir à le romaie de colores, d'une procédere de rotressement au de liquidation judefance.

Le F. (so leta posti dé messionnes de lon nombre résono résono, de resporter en provis de traismais, requel reorra etre réa à lors de la consultation de la collecte né des osses ses qui anticatate el sur la teraplaciencia en terosoden, denissionnance.

La deta ssian du Preside it 1 est regrande que si ella contidecasée a chacun des associés par etterni commandi.

MAN K CANCELLON

I definite part of a value pour up mant grave, par decision de la collectiva de a vigo des statuant à la amparté des deux tien. Toute rewerten inter orant sons quan a untit que orant d'abli encréra en it a une à dient sanon du Présid nu

En outre le Président et arraque or pieus droit, su radoir risetton, dans cres aut arise.

troviction d. dirigat gener, administra on controler une enneprase su personne missale, incapa dé et fishio remannoles au brasilant personne prissione.

mes en redressement ou tignification judicie le interdicté a de ge then ou dissolution du Friedunt pe some more é.

22.4 - Requirement on

for Presumpt pour processor and nonaviva don la model to said fixées cardoucisant de nonmairon elle peut tra fir un proporte an infinis dia et proporte anche au pénérico ou su chiffre d'affaires.

' ha onne, le Président est rembruir (de seu la us de representation et de depia en u sur jusqu'equils.

W. Forture

Le dispositions des présents statut fruitant les pourron du President sont inopposables aextiers.

La Société est appressonant par les sons du la sidem que un relevent pas deul dijeus en al moir son'elle as prouve que le fiers son un lacte déposent cel chief ou qu'il no pouveit l'ignoreis on par tenu des continuent . Sa seule publication des statue ne sufficient pas à constituer preu et

Le Président peut déléguer à toute personne de son choix certains de ses pouvoirs pour l'exercice de fonctions spécifiques ou l'accomplissement de certains actes.

ARTICLE 23 - DIRECTEUR GENERAL

23.1 - Désignation

La collectivité des associés, statuant à la majorité absolue, peut désigner un Directeur Général, avec ou sans limitation de durée.

La personne morale Directeur Général est représentée par son représentant légal sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant.

Lorsqu'une personne morale est nommée Directeur Général, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Directeur Général en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le mandat du Directeur Général est renouvelable sans limitation.

Le Directeur Général personne physique, ou le représentant de la personnel morale Directeur Général, peut être également lié à la Société par un contrat de travail à condition que ce contrat corresponde à un emploi effectif.

23.2 - Fin des fonctions

En cas de cessation des fonctions du Président, le Directeur Général conserve ses fonctions, sauf décision contraire des associés.

Les fonctions de Directeur Général prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à l'encontre de celui-ci d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires.

Le Directeur Général peut démissionner de son mandat par lettre recommandée adressée au Président, sous réserve de respecter un préavis de trois mois, lequel pourra être réduit lors de consultation de la collectivité des associés qui aura à statuer sur le remplacement du Directeur Général démissionnaire.

La démission du Directeur Général n'est recevable que si elle est adressée à chacun des associés par lettre recommandée.

23.3 - Révocation

Le Directeur Général peut être révoqué pour un motif grave, par décision de la collectivité des associés statuant à la majorité des deux tiers. Toute révocation intervenant sans qu'un motif grave soit établi ouvrira droit à une indemnisation du Directeur Général.

ph

Is tradical productives a cuta perconstruction of the regularia of so posseura productively relative to the cutaments perconstruction of the contractions and the cutaments of t

AHTICLE 23 - LIPECTEUR GELIERAL

mortimus of the

In collegione des associes valua e el majorie phodue, o le descesor un l'instrum Genéral nysecelo y limitation de du és

La personne an rade Discover Géo est est est especianter par son expréser unt logat terr al, lors de sa conferient ou à tout en montre de mander elle cestique une personne en encoien en moitage à la representant en quelle de representant.

Ensquence personne metale est nom no dinero en el contriboro d'impante son sourre ant antiacines canciel no et deligade is et en august les aucines encontribes, a do et pennie que s'inclaien Dat au de despende den papa nom en prépière à dina pennibilité sobaine. Le personne morale, pals strugent.

te translated of December General extremoved by the formatter and the contract of the contract

Te Directeta Conôtel percipie physique, ou le leplé artent de le pers on el menale s'alectericandent protectes de confection de

14.2 Tingualoutron

du cas la semation des fonctions du art adent, le Donctain Genoral conferve ses toner ons, la l'élamion el atroit des est une sons au l'élamion el atroit des est unes

Les limetient de Dicerein benemb plannen fin son mar boderes, dacemberem ta évocation. Frankpinstron de sen mander, cot poulle retuen dals des des des citais de nombres procésais au red escendent en ce haufdation judice ure.

Le litracteur Geréful peut démissonau au son au nour par toux recommandes de see au Présult me sous accerve donce set in passifié de trons mois, lequel paurie em reduit tors de a presult dis a ét la collect à it des avencies qui avent est apre un le compressaien da l'ineut ut foi réaglier assonnaire.

la name ion du Direc un General na la recensida cue se de est nel nesse a chacun direcesse par la transcommende

23.3 - Keynertton

Le Prest un General pou l'ine els qué paur dringer grave par décision de la cobor n'irligent a souise el bout 1 le maire, els deux bors. Troit as seconémiquement are qu'un acore en se roit dubb ouveir a conte aux adres abus de l'inecteur Céneral En outre, le Directeur Général est révoqué de plein droit, sans indemnisation, dans les cas suivants :

- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Directeur Général personne physique,
- mise en redressement ou liquidation judiciaire, interdiction de gestion ou dissolution du Directeur Général personne morale.

23.4 - Rémunération

Le Directeur Général peut recevoir une rémunération dont les modalités sont fixées dans la décision de nomination. Elle peut être fixe ou proportionnelle ou à la fois fixe et proportionnelle au bénéfice ou au chiffre d'affaires.

En outre, le Directeur Général est remboursé de ses frais de représentation et de déplacement sur justificatifs.

23.5 - Pouvoirs

Le Directeur Général dirige la Société et la représente à l'égard des tiers, conjointement avec le Président. A ce titre, il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans les limites de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par la loi et les statuts à la collectivité des associés.

Les dispositions des présents statuts limitant les pouvoirs du Directeur Général sont inopposables aux tiers.

La Société est engagée même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Le Directeur Général peut déléguer à toute personne de son choix certains de ses pouvoirs pour l'exercice de fonctions spécifiques ou l'accomplissement de certains actes.

ARTICLE 24 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES DIRIGEANTS OU ASSOCIES

- 24.1 En application des dispositions de l'article L. 227-10 du Code de commerce, le Président, le Directeur Général ou, s'il en existe un, le Commissaire aux Comptes présente aux associés un rapport sur les conventions, intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, son Directeur Général, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à dix pour cent ou, s'il s'agit d'une société associée, la Société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 dudit code.
- 24.2 Les associés statuent sur ce rapport lors de la décision collective statuant sur les comptes de l'exercice écoulé.



I i oans, It Die stehr General dat révoque de plem droit, aans indemnasation, dans les callenvent.

- incrediction de dingen, géret e indivisent on controler de entreprise ou personne du reteine personne physique
- the on an enterior fluidation indicates production is action on its obnor. In the term of recal acts on when

23.4 Remuyer, non

Le Procion Con la pout recevoir une réminération de n' les restalités sont fixes dans la déceson e nomén con Ulla peut é . Le cop poportion elle on la fors fixe e propour mobile de bond le contact au liftre d'adaires.

En optic. O Dres Coursident confound de la francia representation et de déplacement, au justificates

333 POPLYOUS

Le Direct et Genéral durante Sociées et la represente à l'égand des tiers, compunigament avec le Présentent. A ce time, il est la resti des a un oirs les plus étoules pour que en toute de l'entes de l'obnit social et des poevoirs appearent dévolugres, foi et les dans la literataire de l'obnit social et des poevoirs appearent dévolugres, foi et les dans la literataire des nomes

i es disposicione des presents statuts hardan les conseits du Directeur Garend tout acorposables aux tous

La Sociédé est out pour nome par le actes du Duscheur Cénéral qui ne relèvent pas de l'obèrt en rol à norse qu'elle no mouve que le sers avait une l'aca delle au cet anjet nu qu'il ne pouvait l'épacier dempte tenu des conformance la serde production des tauts ne suffisant pas a capatible cette prove.

Les Dues teur General peut déléguer à reur, personne de son choil, cértains de se poi cour pour les éciet de lécartions spécifiques on l'accor valissentain de centains actes.

ANTICLE 24 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES DIRIGEANTS DU ASSOCIER

24.1 - En application de disjonance de l'utilile I 227.19 de Code de remineur, le Président, le Directou Conéral ou, s'il en anneur un le Comunsuur aux Conjete métaine aux considerat au rappert sor les consentations, autorophie dénécement au peu personne automosse entre le société et son tresidérat au Directure Concret au de ses dirigeants l'un de ses des les les les les les lands d'une étaite de la considerat l'une était on des dunts de lons supérieure à du pour cont on, la sesse le la resociée associée au marie de l'une de l'article L. 153 à dudit le le

24.2 Les associe stataent sur or rapient fors de la decaina collective stateau comptes de l'exercien écoute.

- 24.3 Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes de la Société et conclues à des conditions normales.
- 24.4 Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et, éventuellement, pour le Président, le Directeur Général et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.
- 24.5 Les interdictions prévues à l'article L. 225-43 du Code de commerce s'appliquent dans les conditions déterminées par cet article, au Président, au Directeur Général et aux autres dirigeants de la Société.

ARTICLE 25 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

25.1 - La nomination d'un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires est obligatoire dans les cas prévus par la loi et les règlements. Elle est facultative dans les autres cas.

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes suppléants appelés à remplacer le ou les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès, sont nommés en même temps que le ou les titulaires pour la même durée.

Les Commissaires aux Comptes sont nommés pour six exercices sociaux ; leurs fonctions expirent à l'issue de la consultation annuelle de la collectivité des associés appelée à statuer sur les comptes du sixième exercice social.

25.2 - Les Commissaires aux Comptes exercent leur mission de contrôle conformément à la loi. Ils ont notamment pour mission permanente de vérifier les valeurs et les documents comptables de la Société, de contrôler la régularité et la sincérité des comptes sociaux et d'en rendre compte à la Société. Ils ne doivent en aucun cas s'immiscer dans la gestion de la Société.

Les Commissaires aux Comptes sont invités à participer à toute consultation de la collectivité des associés.

ARTICLE 26 - REPRESENTATION SOCIALE

Les délégués du comité d'entreprise, s'il en existe un, exercent les droits prévus par l'article L. 2323-62 du Code du travail auprès du Président et du Directeur Général. A cette fin, ceux-ci les réuniront une fois par trimestre au moins, et notamment lors de l'arrêté des comptes annuels.

Le comité d'entreprise doit être informé des décisions collectives dans les mêmes conditions que les associés.

Les demandes d'inscription des projets de résolutions présentées par le comité d'entreprise doivent être adressées par tous moyens écrits par un représentant du comité au Président ou au Directeur Général et accompagnées du texte des projets de résolutions.

A)

24.3 Il es dispositions qui infecèdote i a si ni pas applicables ans consensions perquit sur les apecatisses com sues desfenciés es conclues à des conditions normales.

24.6 Los e revontions aen approuvers fondulos a néaverolte reus eletrs, a linere popro la proseum duforesée object al atras en atomos, pous le Prési unto la Directeur Genéral e la aure diagontur es consequent es domanagent les equalités par la Seclése.

M.S. - Les interdictions promes Litar els L. 225-47 off Code de comment. Largha aptillans Les condinons del raimacs mar des acts te. m. President en Dire com Général et ans extres directions de la Soulie.

ARTIQUE 25 - COVINSUAIRES AUX OCIJIPTES

24.4 - L. romanation d'un la nitraeurs Commissione laux (1 1913 titaloine) ast obtenante dans les els prés es par la let et les règlements. Elle est a culterre dans les autres ass.

Un ou plusieur. Comaisseires aux Comptes suppie, un 27 peit 12 complui et le oi 1,3 évuleux seu tata de refest d'iopèt traeut, de deuresion ou de detes, con incantés en même peures qui le oit les tituleures pour la mêra e durée.

Les Contrássables aux Comples sont at time pour air exercices socialis. This fountions expired a l'issae de la consultation anniche de la consultation anniche de la contrá des as dels repelse à socialier de la como des ou l'aborne ensercie sontai.

23.3 Les Commissiones in Compte everacet eur misson de conarde contranement e la foi. Ils ont nomanent pour mission per rai ne de vérifier les valeurs et les nocuments commits i, le Sociéte de nontrolar la réalitate et la sociéte des comptes à la Sociéte IIs ne doncent en aucun cas santquisses deur la gestio, in la render compte à la Sociéte IIs ne doncent en aucun cas santquisses deur la gestio, in la render compte à la Sociéte.

Les (minimentes plux commes some invitere aparicipe et aux nemanande la millemente de associales.

ARTICUE 26 - REPRESENTATION SO. A F

Les delégués du combé d'entrentre ser en exement en tre un préver par la trele le 2013-02 du Code du travait amorès du l'endent et du déceteur Général de cete fin, ceux et les confiderat une foir par utinasier la point, el refamment loir de l'eneté des comptes aunuel.

Le considé l'entreprise doit else informe des mersions coffectives dun des many constrons par R. associes,

Les demandes d'instription ac pro ils de a odutions passentes par le concord dertre prise à ivent être nétressées par tous moyer de rits pour appasentant du comité nu Présiden du viu Directeur Genéral et a compagnées da teates pagée de un obligons Elles doivent être reçues au siège social vingt et un jours au moins avant la date fixée pour la décision des associés. Le Président ou le Directeur Général accuse réception de ces demandes dans les sept jours de leur réception.

TITRE IV ASSEMBLEES DES ASSOCIES

ARTICLE 27 - DECISIONS COLLECTIVES

La collectivité des associés est seule compétente pour prendre les décisions suivantes :

- approbation des comptes annuels et affectation des résultats,
- approbation des conventions réglementées,
- nomination des Commissaires aux Comptes,
- augmentation, amortissement et réduction du capital social,
- transformation de la Société,
- fusion, scission ou apport partiel d'actif,
- dissolution et liquidation de la Société,
- agrément des cessions d'actions,
- inaliénabilité des actions,
- suspension des droits de vote et exclusion d'un associé ou cession forcée de ses actions,
- augmentation des engagements des associés,
- nomination, révocation et rémunération des dirigeants,
- modification des statuts, sauf transfert du siège social,

Toutes autres décisions relèvent de la compétence du Président et du Directeur Général.

ARTICLE 28 - FORME ET MODALITES DES DECISIONS COLLECTIVES

28.1 - Les décisions collectives sont prises, au choix du Président ou du Directeur Général en assemblée générale ou résultent du consentement des associés exprimé dans un acte sous seing privé. Elles peuvent également faire l'objet d'une consultation écrite et être prises par tous moyens de télécommunication électronique.

Toutefois, devront être prises en assemblée générale les décisions relatives à l'approbation des comptes annuels et à l'affectation des résultats, aux modifications du capital social, à des opérations de fusion, scission ou apport partiel d'actif, à l'exclusion d'un associé, à la révocation ou la nomination d'un Président et d'un Directeur Général.

28.2 - Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède. Il doit justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.

AR>

HTHE IV ASSEMBLEES DES ASSOCIES

ARGOLE 21 - DECISIONS OLILICTIVES

Lie with the restaunching of which point point prince to decision servature:

- appropriation are comparational terminal actions day result that
 - approach on test conveyages a greatered.
 - coming a soles Courage in a risk applies
 - lated forgot the ratio beautifulness at the according attention
 - संबंधित है। यह से के ले हैं है
 - fusion, seem more report partiel d'actaf.
 - dissolution en aquipta con da la locató
 - are frout arrows on ab team better
 - i cha innte di sartime.
- \$150c है। के बीटी वीजार तीव ४७% में एक्टीएक्का में में हर्फिनमाँ का एर्फ्डावत ने क्टर्फि बीच ४७%। क्रमीय 18
 - at a northeron discione company discressional, in
 - replieve in the month induction as in come.
 - graphy alcoholis within, and his wifely species ware

Toutes that decisions of ventar k compliance du President et et di cottat Ge fect

ARTICLE 28 - FORGE ST MORALITES DES DECISIONS COLLECTIVES

26. cs decision a collective content of the line of Président on Product of material as sembles percontente ou material as sembles percontente ou material de content of the last of the l

Tout tain our not end trians en assumble af each en duce anne polarite, a orteo a des corrects et l'affectation de mainhere aux modifications de rampal echne, à des operants de hein necessien ou neport partief climin a technique que associé, à la coercient en maine au troid d'un lieur de des Directeur Gerre de controlle de la coercient Gerre de la controlle de la coercient Gerre de la controlle de la coercient de la coercient

25.2 Four assects its droit as partriller, it desitions collective, paison religizable to permandiative, quef grecoit to modificata real qu'il possede. Il acit jamfierak sun acumie ca a litractur on contre de setta is aujora de la decise nollective.

ARTICLE 29 - CONSULTATION ECRITE

En cas de consultation écrite, le Président ou le Directeur Général adresse à chaque associé, par lettre recommandée, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la réception du projet de résolutions pour transmettre leur vote à l'auteur de la consultation par lettre recommandée.

Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

ARTICLE 30 - ASSEMBLEE GENERALE

30.1 - Les Assemblées Générales sont convoquées, soit par le Président, soit par le Directeur Général, soit par un mandataire désigné par le Président du Tribunal de commerce statuant en référé à la demande d'un ou plusieurs associés réunissant cinq pour cent au moins du capital ou à la demande du comité d'entreprise en cas d'urgence, soit par le Commissaire aux Comptes, s'il en existe un.

Pendant la période de liquidation, l'Assemblée est convoquée par le liquidateur.

La convocation est effectuée par tous procédés de communication quinze jours avant la date de la réunion et mentionne le jour, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de la réunion.

Toutefois, l'Assemblée Générale se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai si tous les associés y consentent.

30.2 - L'ordre du jour est arrêté par l'auteur de la convocation.

Un ou plusieurs associés représentant au moins vingt pourcent du capital ont la faculté de requérir l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée de projets de résolutions par tous moyens de communication écrite. Ces demandes doivent être reçues au siège social vingt et un jours au moins avant la date de la réunion. L'auteur de la convocation accuse réception de ces demandes dans les sept jours de leur réception.

L'Assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas à l'ordre du jour. Elle peut cependant, en toutes circonstances, révoquer le Président, le Directeur Général, un ou plusieurs dirigeants, et procéder à leur remplacement.

30.3 - Les associés peuvent se faire représenter aux délibérations de l'Assemblée par un autre associé ou par un tiers justifiant d'un mandat. Chaque mandataire peut disposer d'un nombre illimité de mandats.

Les mandats peuvent être donnés par tous procédés de communication écrite, et notamment par télécopie.

30.4 - En cas de vote à distance au moyen d'un formulaire de vote électronique ou d'un vote par procuration donné par signature électronique, celui-ci s'exerce dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur, soit sous la forme d'une signature électronique sécurisée au



ARTICLE 29 - CONSULTATION ECHITE

Fig. east de consultation écent, le Frédident du le Duronous Cénéral adresse à chaque assocrepor lettre à ocum indee, le texte des résolutions proposées à un que les doublicous aécessaires à lamorratio des resociés.

Los associés ét m un abai décai de quinze lours à cormes de le réception la projet de sesolations pour clusmetir de la vote à l'acteur de la consultation par leure (economiandée

that associanty as reported dans level in our conservation admission nessent restant

ARTICLE 30 - ASSEMBLEF GENERALE

The Les Assemblées stérégales sont renvequée, se it not le President, sont ma le Dorceun Genéral, soit y a che march taite désigné par le President du l'idrané de competee suduant en cétére à la sentance d'un on plusteurs responds rencéesant cha pour cent a moi se du capital ou de la desiandé du connté de conntée et en condition de la desiandé du connté de contreprése et con d'argence, sont ou le « contreprése et con d'argence, sont ou le « contresse in aux Comptes, s'il ou cresse ou.

Pendant la période de liquidation. Assemblée es convoquée par le liquidateur.

La convocation est effectue, par toto provedés de entranication quaze jours avan la dete de férinien et menuonne l'oper theure, le lieu et podre et jeur de la regnior.

tetterous. Ms emblés Générale so remin unlablement sus convoc fron vert de et sans délaites une les associes y conservent.

3. 2 L'endre du più ces arrête par l'auteux de la calivrol mon

Un on plusieurs, beces apréseixant au moins regis pouveur de copial ont la nonle au equé i l'inscription à lordre da jour de l'Assemblee de projets e esolutions par reus moyer, de communication êtore des desingles delivert éd : l'express a siège social est et en nours au moins auant le date de le reunion. I nursur le la couvocatain accase récaption de ce demandes dans les seut jours le ten reception.

CAN mathles are peut delibéres, en une question qui n'est pas a lordre du jont. Els pout copontants, en toetes circonstanders, envoques le 2 deskett. Il Directur Général, un ou plusieurs durat arises procédes à currentplacement.

30.3 - Les associes y avenes hibrerey reseaux d'Abérators de l'Associes per present en aux d'Abérations de l'Associes de l'apprendent associe en la tiers metitiant d'un nombre d'antagnée de dant de complats.

Les mandate pauvent etre donnés par non pare des de conumune don éa lear transamiont par télécopie

304 Fa & ce vote a dialece la logro d'un lerripaire d. you élei monque ou d'un noie per pier diale a deur é par lenatine electric de celui el selectione de confidons prévies par la réglementation vyaque, est ous le forme une signatur l'action ce viante et au le forme d'un le company de la réglementation en confidence de la réglement de la réglement

sens du décret 2001-272 du 30 mars 2001, soit sous la forme d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec l'acte auquel elle s'attache.

- **30.5** Une feuille de présence est émargée par les associés présents et les mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire. Elle est certifiée exacte par le bureau de l'Assemblée.
- 30.6 Les réunions des assemblées générales ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

L'Assemblée est présidée par le Président, le Directeur Général ou, en leur absence par un associé désigné par l'Assemblée.

L'Assemblée désigne un secrétaire qui peut être pris en dehors de ses membres.

ARTICLE 31 - REGLES DE MAJORITE

31.1 - Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité de capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix.

31.2 - Décisions prises à l'unanimité:

Toute décision requérant l'unanimité en application des dispositions légales, et notamment de l'article L.227-19 du Code de commerce.

31.3 - Décisions prises à la majorité absolue des actions ayant le droit de vote :

- approbation des comptes annuels et affectation des résultats ;
- nomination et remplacement du Président ;
- nomination et remplacement du Directeur Général;
- nomination, renouvellement et remplacement des Commissaires aux comptes ;
- transfert du siège social;
- augmentation, amortissement ou réduction du capital social;
- agrément des nouveaux associés ;
- opposition aux cessions d'actions ;
- toutes modifications statutaires ne relevant pas de l'article L227-19 du Code de commerce ;

31.4 - Décisions prises à la majorité des deux tiers des actions ayant le droit de vote :

- révocation du Président ;
- révocation du Directeur Général ;
- opérations de fusion, de scission et d'apport partiel d'actif ;
- dissolution et liquidation de la Société;
- prorogation de la Société.

ANS

softs di reces. 2001 172 du 30 mer 2001 son eris la forma d'ur proc'é fishe d'hierification garants can aur lien acca l'ace augmenteile retigens.

30.5 Pige ibuille de presence est e lamez par la laborat pré jubil a le lamedat du si dispuelle sont annovés a pouvoire de natera de que requisitable bitable except de de contacte de la dispuelle de contacte en la contacte de la co

First 1 is about the especific granishes in from the control of the root appropriate in the following succession.

LASSEMBLES OF presidence le l'assidence le différence Confrat du en leur de lace par un issocié pastgré par l'assembles

LARRENCE Congressions retained of policies and in the testing and the sections of combines

ARTICLE 31 - REG. ES DE MA CRITE

33.4 L. dreit or lete, attacke and axions alt preportionnel interprotes of quotition agreed qu'ellar représentent Magan action (conceutre du la une reix.

31.2 - Per bury - rises at an ingre-

There agriculta recruits in Principalité recipientes des disposits et légale : et metalliquent d'arrèle 1.227 : 10 du Certe ac com more

31.3 Decresors prizes a large of it is graphed design market design design as

- caption along the comptended of the many descentions
 - netheration at complement du Présidant
 - non in tion, a range exactly do the acta behind
- no analion renouvell in action, placement dest urmis dues un comples : it manait du siègn acteil
 - only periodicit, amonth orient ou editions to ear tideocare.
 - apply normales nor what associes
 - opposition as y cost as a discussive
- noth non-life, atom standagter in all want parice. Franche 100% to the Goden as
 - STABBOOK

11.4 There on a prix by the water, et elix he . Er actions to antife their new me.

- W works His material a
- all ocalies on Directal r Concret
- opisitions de region, a se en la da la la rarge affectification proporti lujure informée la Socialia.
 proportion de la Socialia.

31.5 - Si la Société vient à ne comprendre qu'un seul associé, les décisions ci-dessus sont de la compétence de l'associé unique.

ARTICLE 32 - PROCES-VERBAUX DES DECISIONS COLLECTIVES

- 32.1 Les décisions collectives prises en assemblée sont constatées par des procès-verbaux signés par le Président, le Directeur Général et le secrétaire et établis sur un registre spécial, ou sur des feuillets mobiles numérotés.
- 32.2 Les procès-verbaux doivent indiquer le lieu et la date de la consultation, l'identité des associés présents et représentés et celle de toute autre personne ayant assisté à tout ou partie des délibérations, les documents et informations communiqués préalablement aux associés, un exposé des débats ainsi que le texte des résolutions et pour chaque résolution le résultat du vote.
- 32.3 En cas de décision collective résultant du consentement unanime des associés exprimé dans un acte, cet acte doit mentionner les documents et informations communiqués préalablement aux associés. Il est signé par tous les associés et retranscrit sur le registre spécial ou les feuillets numérotés.
- 32.4 Les copies ou extraits des procès-verbaux des décisions collectives sont valablement certifiés par le Président, le Directeur Général ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet.

ARTICLE 33 - DROIT D'INFORMATION DES ASSOCIES

- 33.1 Les associés peuvent, à toute époque, consulter au siège social, et, le cas échéant prendre copie, des statuts à jour de la Société ainsi que, pour les trois derniers exercices, des registres sociaux, des comptes annuels, du tableau des résultats des cinq derniers exercices, des comptes consolidés, des rapports et documents soumis aux associés à l'occasion des décisions collectives.
- 33.2 Quel que soit le mode de consultation des associés, les informations préalables comprenant le texte des résolutions, les rapports établis par le Président ou le Directeur Général, et plus généralement tous documents et informations leur permettant de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions soumises à leur approbation, sont tenus à disposition des associés au siège social quinze jours au moins avant la date d'assemblée et pourront leur être transmis par tout moyen sur requête.



22/28

3) I had Sucreté vient à de comprend à faith seuf associé les décisyons et dessus unt de la compétite et I assecte unique.

ANTICLE 32 PROCES-VERBAUX DES DECISIONS COLLECTIVES

- s2.1 Les décis ens collection prometer about de sont constatées par des promes verbaules per le Président, le l'incolont Général et le sonétaire et étables ou un registre speciale en sur des feuillers mobiles nuclènes nuclènes.
- 37.2 Les plore a créana do ver arriquer le li al dalla de la consultation. In infina der associées présents et represental et cella de fonta auto-aproprie ayant assisté à tout ou naux tes défibérations les documents et missimulions connounaques pradobles en uns associées en expisé ues acutés, insi que le texte des résolutions, it pour conque résolution le résult à un prince.
- 32.3 En con de decision collèction resultant de compensation anna des essociés exprime dans un acre de este de mantenance de constant dans de este de mantenance de este de mantenance de sestation de este de signa per tous les associés en retranscett se le remater apérit du les feuilles nondrotes.

ARTICLE 33 - DROIT D'INFORMATION DES ASSOCIES

- "\$1" in associée percent, à toute spaque, monstir en siègn social, et le cas échéont promète copie, des status à jour de la doutit au « que pour les mus serveus exprises, de la deistre sociaux de compres agantels, da tababa des resembis des cities compas exprises, da la apports et con unit se aux associés à lorcasion des de siaus collectives.
- 33.2 (prot cure toil le mode de consultant et du associe, les information prialable, conspirant le texte des result tress, les rapports étable mar le Prosident ou le Directeur Charant, et ples géneralement tour documents et information deux permettant de se promoner en convar sère à de cause sur la ou les resolutions numbre à leur apprehation, sont touise différentiel de siès et siègne et au la maine mail le drie d'assembles et on actual des les nomes au moinement le drie d'assembles et on actual des les nomes au moine mant le drie d'assembles et on actual des les nomes au moine mant le drie d'assembles et on actual des les nomes de leur moise par tout moses sur requête.

TITRE V EXERCICE SOCIAL – COMPTES SOCIAUX AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

ARTICLE 34 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1^{er} août de chaque année et finit le 31 juillet de l'année suivante.

Par exception, le premier exercice social comprendra le temps écoulé depuis la date de l'immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés jusqu'au 31 juillet 2009.

ARTICLE 34 - INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi et aux usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, le Président ou le Directeur Général dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date et établit les comptes annuels comprenant le bilan, le compte de résultat et l'annexe, conformément aux lois et règlements en vigueur.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis est mentionné à la suite du bilan.

Le Président ou le Directeur Général établit un rapport de gestion contenant les indications fixées par la loi.

En application des dispositions de l'article L. 225-184 du Code de commerce, il établit un rapport spécial qui informe chaque année la collectivité des associés des opérations réalisées dans le cadre des options de souscription ou d'achat d'actions consenties par la Société à chacun des mandataires sociaux.

Tous ces documents sont mis à la disposition du ou des Commissaires aux Comptes de la Société, s'il en existe, dans les conditions légales et réglementaires.

Dans les six mois de la clôture de l'exercice ou, en cas de prolongation, dans le délai fixé par décision de justice, les associés doivent statuer par décision collective sur les comptes annuels, au vu du rapport de gestion et, le cas échéant, du rapport du ou des Commissaires aux Comptes. Lorsque la Société établit des comptes consolidés, ceux-ci sont présentés, lors

AR

TITRE V EXERCICE SOCIAL – CONFTES SOCIAUX AFFECTATION ET REPARTITION DES BENZEICES

ABTICLE 34 - EXE - CICE SOCIEL

L'exercice social commente de T. audi as chaque cente et findi je 31 judiet de l'unitse suivente.

Par exception le fromes que roce rossi compareder le remps é out dapuis la deir de la carracter de la responsable de la sociée de Parismo de commente en des sociées, parismo de publicit 2004.

ARTIULE 34 - INVENTAIRS - COMPTES APPUELS

The search are consignabilities regulated our applications socialized configurations of latter of above usagers du completice.

A la clôture de chaque exerçae, la liésidem na le Duictear Genfral mai le l'importaire des un silvent de un ris élements de legait et du par if exista di a certre di a cercapit les configures, ar units comprendit le bilar la compte de réstance el anaexe, ecaferment au lois et reglement sen viguair

Il conson épaloisent e bilon cérrinant le chancuts actin et passits et tassant apparatre de laço; distant, il s capitanx empres, a compte de idsaltat acapitula el la prounits e les harges de l'exercine, ainsi que a cenor compiétant et commant utilità natamina donnée par le bitan et le compt de cartes.

If est proceeds theme an eas dabsene ou dimentisance on benefice, on amortis aromis et provisions necessives for montruit des enginements coutomes facel son pour is escue or ever a la sum de bilan

is President in h. Duc very Gánda. Cháit in tropic do geitíon into o an les masornans. Trobes eit le lac

for application and dispositions delife to let Louis du Code de commerce el écobié un rapport spocial que informe chaque as née le collection des as meios des opés consecutions et dans le caux de exprendation on d'act. En emperonne cion par la Societa e caux des mon det res séculos.

Lous et a de un ence anné mis à la disposition de ou des Consussèmes un cérmpte, de la Socrete, sil en cra de dan des conditions le pules et replemen euros

Dans in six anorals la chota e de l'excepte ou in cai de prolongrama dans le inhaits opan lecision, de protice, les pareciés aorient sentie, les décision collocités sur un angue annuels, un matter riture per le cas échéans, du repaon du ou den commissur sant de la complete Lucyque in sorre establit des complex curabiles, centrei sont presentes la complete. Lucyque in sorre establit des complex curabiles, centrei sont presentes la complete de complete de confidence en complete de confidence de complete de confidence de confidence

de cette décision collective, avec le rapport de gestion du groupe et le rapport des Commissaires aux Comptes.

ARTICLE 35 - AFFECTATION ET REPARTITION DU RESULTAT

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice clos.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes à porter en réserve, en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, la collectivité des associés peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Le solde, s'il en existe, est réparti entre tous les associés proportionnellement à leurs droits dans le capital.

En outre, la collectivité des associés peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves disponibles, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Les pertes, s'il en existe, sont après l'approbation des comptes par la collectivité des associés, reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

ARTICLE 36 - PAIEMENT DES DIVIDENDES - ACOMPTES

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par décision collective des associés ou, à défaut, par le Président ou le Directeur Général.

Toutefois, la mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.



or cops licition collective may to agreem a gertine in grange to be appropriately

ARTICLE 25 - AFFECTATION ET REFARITION DU RESULTAT

La compte da réalibre a recorpitute les produits et charges de les enice thinappendires par affir rece, up some time des arrèsissements et des provision. Let metre que la percode les las les les rectes.

Sen le de la ce de calent discunsé, la cas acta non des pontes anton a rail des profese cinque pour en ni no us mon constituen le nants de réserva tena. Le profese acent au mo us mon constituen le nants de réserva du tapital son il 1 il 12 mini de remains de discret du tapital son il 1 il 12 mini de mini de un la sque a part en cale a agalemque. La rese il lega e pat descret de mala son side acel de cale.

Lo vendiss distinguable est con dine par le beithet de l'exempe distinue des perces avendre et de semme a porten en perçussion de la lot e des semble et de sembl

an eautre les la collectific des samps put problements sonore que lle june à propes d'officier à au comme de la collecte de la couraine submance de extraordopares, au de erriter à marcale.

te ichle, s'i en earsic, est cenarit e ma neur re associeu propriit un il mient à teurs milit au cital.

Figure 12, the office with the estates point acenter la move en distribution de commes policides sur les objects du pour lass point acenter les mosts elle reserve estat des presents una profesent en la contenta en contenta en contenta en factor en la laceste en laceste en laceste en la laceste en laceste en laceste en laceste en la laceste en la laceste en la laceste en laceste en laceste en la laceste en la laceste en la laceste en laceste en la laceste en laceste en laceste en la laceste en la laceste en la laceste en laceste en la laceste en la laceste en laceste en laceste en lac

How he is do rédicted du aqual an um diamination at protatur and assents his que les capiteds agreements of the capited parties agreement in the capited parties agreement of the capited parties agreement parties agreement parties of the capited decirements of the capited parties of the capited parties of the capited decirements of the capit

tes pett sestil en existe sont apier l'epaisation des commess par la collectrife des doncres tépoméet à nonvent, un ét e implieure le les désette à des elércies nichiene, ausqu'e existence nichiene, au trainer en increas

ABTICLE 36 - PAIEMENT LES DIVIDENDES - ACOMPTES

Les mer latités de misseren alement ace d'el Lordes en nameralie contente, par décision collèctes des asserts na extendit, no le Propodem on de l'inecteur dans la format.

Temator is ourse en pastur, it is advid noted an number dort about fier dans an delative. The must be some promognous discount automation discount automation discount de automatic de automa

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un Commissaire aux Comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve, en application de la loi ou des statuts, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué sur décision du Président ou le Directeur Général des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

La collectivité des associés statuant sur les comptes de l'exercice clos a la faculté d'accorder à chaque associé, pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions.

L'offre de paiement du dividende en actions doit être faite simultanément à chaque associé. Le prix des actions ainsi émises, qui ne peut être inférieur au montant nominal, est fixé dans les conditions visées à l'article L. 232-19 du Code de commerce ; lorsque le montant des dividendes auquel il a droit ne correspond pas à un nombre entier d'actions, l'associé peut obtenir le nombre d'actions immédiatement supérieur en versant dans le délai d'un mois la différence en numéraire ou recevoir le nombre d'actions immédiatement inférieur complété d'une soulte en numéraire.

La demande de paiement du dividende en actions doit intervenir dans un délai fixé par la collectivité des associés, sans qu'il puisse être supérieur à trois mois à compter de la décision ; l'augmentation de capital de la Société est réalisée du seul fait de cette demande et ne donne pas lieu aux formalités prévues aux articles L. 225-142, L. 225-144 et L. 225-146 du Code de commerce.

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée des associés sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la Société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances. Le cas échéant, l'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

<u>ARTICLE 37 – COMPTES COURANTS</u>

Outre leurs apports, les associés pourront verser ou laisser à disposition de la Société toutes sommes dont elle pourrait avoir besoin. Ces sommes sont inscrites au crédit d'un compte ouvert au nom de l'associé.

Le montant maximum desdites sommes, les conditions de leur remboursement, la fixation des intérêts sont fixés par accord entre le Président ou le Directeur Général et les intéressés. Il est convenu que ces sommes ne pourront être rémunérées à un taux supérieur au taux maximum fiscalement déductible.

Les comptes courants ne doivent jamais être débiteurs et il est expressément convenu que les associé ne pourront en demander le remboursement de tout ou partie qu'avec l'accord du Président, du Directeur Général ou de la collectivité des associés statuant à la majorité absolue.



oraqu'an bilan én el an cours ou à la fila de l'exerc es ce cerclie par un Contrassence aux Comptès tait emparatie que la Sociaté depuis la closuré de toxerriet précedon apres constitutation des amontisseme_{nte} et provision nécessaires et aéduction rate ell v a lieu déception aux rieures ains que des sommes la porter en rêter ce, en apparenton de la foi prodes atames a tealt é un bénéfice, il pout êne discribue sur décir lon qui Président ou le l'arrateur déforéral des aconques sur dividende ce aut l'apparation des comptes de l'exercice. Le montres de montres de montre de de comptes au peut exceden la routie de l'exercice de montre de montre de montre de montre de la compte de montre de montre de montre de la compte de montre de montre de la compte de montre de la compte de la compt

La collectione des as el isseta languar be compue ado por recolere la facione d'accolere ana chaque as a est pour fort que paris de desderrie mas en el tribaron en de leconyra a auxidende, une option entre le paren an divider le consuméraire ou en acdons

Lotte de carment au dirident en actions doit dir l'intesimentement auchage esson de la contrat des actions alos émires, qui ne neu, dur intérieur et montant tom nal est fixe lans les conditions errées. I miet le le 22 19 du Code de commerce e laisture le mentant des outentes auquel il a arcit et conceptud pes a un compre entire d'actions. Less pe pour obie-nie e nombre d'ections impodimentent supérieur en versont dans re délai d'un mois la afractive en damendre en coure le aparte et d'action en mêter un replét den soulre en naméraire.

La demande de paiement du dividende se accions doit interveuir oans no délar firé par 'n collègne de esta de sans qu'il prisse the senser a (mis mois e comptis de la ferser d'augmenture de esta de la Seviéte et révière du cord fait de cette deannact no comes pas leu aux tormilités prevues eur diaures 1 222-142, f., 225 144 et l. 2...5 149 du Cod. de produces

An the applition de aiddende de peut i le erapéa des associmment lursquo la distribution a éta effectuel en alphantique des dapontints des et que la Societa analytique les hénéforains graunt commissant e du cuacière and molificate en la polifica analytique de colle el que partient l'ignores comme tout de current traca. La cas écréam daction en paradian au presentant de cuacitation en paradiant de contra de contra

Les dividendes non reciamés dans in coiq ans de lengicise en palament, entintesseries

ARTICLE 37 - COMPTES COURANTS

O helleurs applitts, les associés pourout se er ou laiser a disposition de la sociéé fonces sources dont elle pourrelt er ou befort,. Ces sollands sout leseure, lau credit el marcore ou est au man de la aspole.

La montrat mui i anda desdues a ammes, les condannés de la arcanaguasement, la de la un an de faiceles sont fixes par recent entre le Plesident au la Dire, cur Conécal et les métics ses 41 est voir veta que ces unha les ne pourmer eue venjamentes e un alux subélicar qui tans maximum fiscalement deductible.

Les comptes rournits ne doivent jamais sur débreurs et il est expréssément contrenu uns les assorte ne pourront en demandre le relabourse mui de nois on partie qui avec l'accord du Président, du Directeur Gené al cu de n. dolloctivité de asseriés statuant à n. minorité alsolve.

TITRE VI PERTES GRAVES – TRANSFORMATION DISSOLUTION - LIQUIDATION

ARTICLE 38 - CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président ou le Directeur Général doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, consulter la collectivité des associés, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision collective des associés doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si la collectivité des associés n'a pu délibérer valablement. Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 39 - TRANSFORMATION DE LA SOCIETE

La Société peut se transformer en société d'une autre forme sur décision collective des associés aux conditions fixées par la loi.

La transformation en société en nom collectif nécessite l'accord de tous les associés. En ce cas, les conditions prévues ci-dessus ne sont pas exigibles.

La transformation en société en commandite simple ou par actions est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts et avec l'accord de chacun des associés qui acceptent de devenir commandités en raison de la responsabilité solidaire et indéfinie des dettes sociales.

La transformation en société à responsabilité limitée est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts des sociétés de cette forme.

La transformation qui entraînerait, soit l'augmentation des engagements des associés, soit la modification des clauses des présents statuts exigeant l'unanimité des associés devra faire l'objet d'une décision unanime de ceux-ci.

JA 26/28

THE II PERTES GRAVES — THANSFORMATION OISSTEUTION - LIQUIDATION

ARTICLE 38 - CAPITAUX PROPIETS INFERITURS A LA MOITIE OU CAPITAL SOCIAL

So do fait de la cros constances dans les aucamé is a approbles las capitairs propors de la Société de lempara inférieurs e la moltré de capital son la le féssacra et à Direct qu' Callent, du la la partire de la diventifie des comples ayent fan apparatre des pales, du la la consentie la con

So la cossolation clost per producción la cament don dura done le détai fira par l'abra redair en mencion égal e cola das no tes que tant qua especialment de la referencia de la cola menta de la la contra de la contra de la cola menta de la la contra de la contra de la cola menta de la contra del contra de la contra del la contra de

Dails load his risk la dinnam colective des inclué doi ôthe public dans la critations légales et leglem raures.

En en alindlichadure de ces presche, we, var mé es e per commact en pudie. Di dis donné de la Sociéé Wen est 1 aigne et de chestoné les associó un pudéliberer scioblancie. Toutefor, le mitemen de protyre nonce la chache alindra en angon est il tente sur le fonde la réademente a cultete.

PRITICIE 39 - TEAMSFORMATION DE LA SOCIETE

ta Singili pent su transformer en sociéra dune caux tornic sus decisaire collectiva. Les sacrideaux confincies transpartables

Ly transformation on somewhen months although not be easted depending associal to conditions provided to the entire party of the conditions provided the entire party of the conditions and the conditions are the conditions.

En trus formation and another the contractable simple of producing an actions and accorded densities conditions previous fours in additionation of instance that area the conditions of according to a partial decomposities and according to a partial decomposities and according to a partial decomposities according to the social sample.

au transformation et aucreic nocepousables an siré en dondec dans le conditions prédace : pour la modification des states des syx é escale et en .

La transformation qui entranemit, soit laugh entain in des engagemente das assaclés, son la nacheafte a des chares des prisses stons si can l'unagre la de lanegié desto have l'objeculant des deciments que en l'in configuration de la lanegie deciment de en l'in configuration de la lanegie deciment de la lanegie en l'in la lanegie deciment de la lanegie en l'indicate de la lanegie de la lanegi

ARTICLE 40 - PROROGATION

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, le Président ou le Directeur Général doit provoquer une réunion de la collectivité des associés à l'effet de décider si la Société doit être prorogée.

ARTICLE 41 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

La Société est dissoute dans les cas prévus par la loi et, sauf prorogation, à l'expiration du terme fixé par les statuts, ou à la suite d'une décision collective des associés prise dans les conditions fixées par les présents statuts.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par cette décision collective.

Le liquidateur représente la Société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers et à répartir le solde disponible entre les associés.

La collectivité des associés peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Le produit net de la liquidation, après remboursement à chacun des associés du montant nominal et non amorti de leurs actions, est réparti entre les associés en proportion de leur participation dans le capital social.

Les pertes, s'il en existe, sont supportées par les associés jusqu'à concurrence du montant de leurs apports.

En cas de réunion de toutes les actions en une seule main, la dissolution de la Société entraîne, lorsque l'associé unique est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine de la Société à l'associé unique, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

TITRE VII DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 42 - MISE A DISPOSITION DE BIENS AFFERMES

19.1 - Associés fermiers :

Les associés exploitant peuvent mettre à la disposition de la société, les immeubles dont ils sont locataires dans les conditions définies à l'article L.411.37 du Code Rural sans qu'il soit exigé pour tous les associés, de participer à la mise en valeur des biens exploités par la société. Une convention établie entre la société et chacun des associés concernés précise les conditions et les modalités de la mise à disposition de baux.

Sh

ARTICLE 40 - PRCROGATION

—Un are ment avant hedate d'expiration de la <u>Songéter le Prévident cue le l'int</u>erieur fontéral dant privoques une rémien de la confectivité de la mort es a l'efe it de décuter. Il a société doit l'es promajer.

MPTIOLE 41 DISSOLUTION LIQUIDATION

La Somere la dissoute dans les as plants par la let et sout procestion, à l'el pratien du tenne fixe par tes stattos, en le la les di ne de as on collective des associés prise dans les conquipops encès par les presents sudds.

the an plusions highdrenesson afore neutro-parcene exclaim calcines.

Le liquidament represente le chochte, il est airesta des pouvoirs les plus dendur pour réaliser d'actif, mêtre à l'aqui able. L'est ablat d'aport les creanciers et repaire le solde disponible entre les associés.

La rollectivité des associé peut rentouseu a l'unimme les enfaires en cours ou à en enjager de conveltes pour les bes uns de la luquanton.

Le protuit net de la liquidation près remboursement i chacun des associés du montant nombral et non grante de feurs sections, est tepa d'entre les essociés en proportion de ieur gerregieron dans le repust tochel.

Les pertes, s'il en existe son supportees par les associes jusqu'à masturience du montant exleurs epostes.

En cas de réumon de traigs les àctions en une saute main de dissolution de la Société entraine les charles l'associal queque est une per entre morale la renouvement universelle, du parimeire de la Sociéte e les ceife un apri, obnirementent any dispositions de lautien, 1844 ? det Code eival.

TUTRE VII DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 42 - MISE A DISPOSITION DE BLENS AFFERMAS

19.1 - Associes ierm, e.a.

Les essacre explorant peuvent mettre à la disons non de la conjeté, les immenbles dont la aon locaraires dens les canditions définées à l'article L 411.37 du Code Rural sans qu'il seit exigé pour tous les associes de parreiper a la mise en valetri di sibiens exploité par la copieté. Une convention établin entre la soné e et chacun des associes concernés precise les conditions et les modalités de la mise le specition de beux.

19.2 - Associés propriétaires :

Les associés exploitants peuvent mettre à la disposition de la société, les immeubles ruraux dont ils sont propriétaires. Une convention établie entre la société et chacun des associés concernés, dresse la désignation des biens mis à disposition et précise les conditions et modalités du contrat de mise à disposition.

ARTICLE 43 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation, soit entre la Société et les associés titulaires de ses actions, soit entre les associés titulaires d'actions eux-mêmes, concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'exécution des présents statuts, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

ARTICLE 44 - FORMALITES DE PUBLICITE - POUVOIRS - FRAIS

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original ou d'une copie certifiée conforme des présentes pour effectuer l'ensemble des formalités légales relatives à l'adoption des présents statuts.

> Fait à LA LIVINIERE Le 10 juin 2013 En quatre exemplaires originaux

Certifié conforme Le Président Le Directeur Général

į. Par

•••

0 4 JUIL. 2013

LA SIRANIERE EARL A CAPITAL VARIABLE

en cours de transformation en Société par actions simplifiée à capital variable au capital initial de 20 000 euros Siège social : 9 AVENUE DU PETIT SOLEIL

34210 SIRAN
RCS BEZIERS 504 402 108

PROCES-VERBAL DES DECISIONS DU GERANT

Monsieur BUC Alain, Demeurant 2 Le Vallon, 31450 MONTGISCARD

Gérant de la Société EARL LA SIRANIERE, Exploitation Agricole à Responsabilité Limitée à capital variable, au capital initial de 20 000 euros, dont le siège social est situé 9 Avenue du Petit Soleil, 34210 SIRAN, immatriculée sous le numéro RCS BEZIERS 504 402 108,

Après avoir constaté la décision des associés en date du 10 juin 2013 concernant le transfert du siège social de la Société du 9 Avenue du Petit Soleil, 34210 SIRAN, au 9 Avenue des Meulières, 34210 LA LIVINIERE, à compter du même jour,

Décide d'autoriser la Société à fixer son siège social dans les locaux qu'elle possède sis à 34210 LA LIVINIERE, 9 Avenue des Meulières, et ce à compter du 10 juin 2013.

Pour servir et faire valoir ce que de droit, le Gérant a ainsi dressé le présent procès-verbal.

Fait à LA LIVINIERE Le 26 juin 2013

M. BUC Alain

